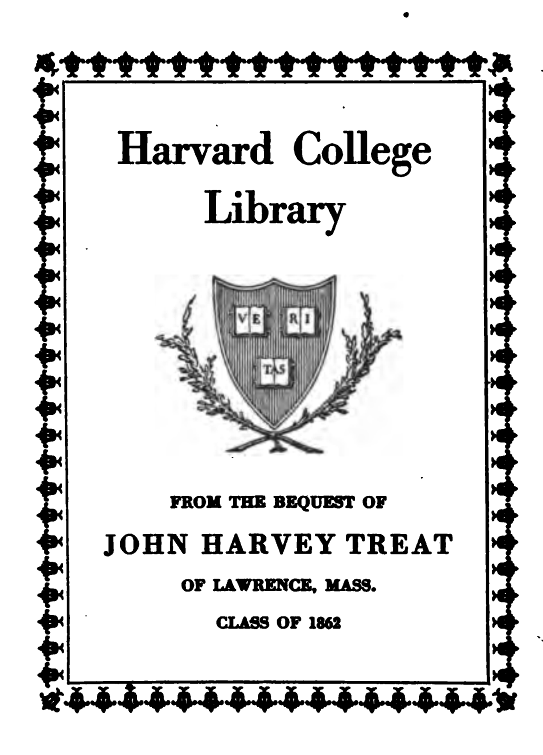

C
6483
15
Douais - Procédure Inquisitoriale en Languedoc.
1900.



C. DOUAIS

ÉVÊQUE ÉLU DE BEAUVAIS

LA PROCÉDURE INQUISITORIALE EN LANGUEDOC

AU QUATORZIÈME SIÈCLE

D'APRÈS

UN PROCÈS INÉDIT DE L'ANNÉE 1337

PARIS
AL. PICARD ET FILS
Libraires-Éditeurs
82, RUE BONAPARTE

TOULOUSE
ÉDOUARD PRIVAT
Libraire-Éditeur
45, RUE DES TOURNEURS

1900

I.

Il est indispensable que je mette tout d'abord sous les yeux du lecteur l'analyse du procès pièce par pièce, moins les dépositions des témoins, inutiles ici, je dirai pourquoi, et la sentence qui, manquant, reste pour le moment inconnue.

I. — *1337, 1er mai.* — Guillaume Lombard, chanoine de Mirepoix, official d'Avignon, Inquisiteur, député par le pape Benoît XII, dont la bulle suit, dresse en neuf articles les charges pesant sur Raymond Amélius, moine de Saint-Polycarpe, diocèse de Narbonne.

II. — *1336, 17 juin.* — Bulle de Benoît XII déléguant Guillaume Lombard comme Inquisiteur, à l'effet de poursuivre spécialement ceux qui se rendent à Avignon pour y enseigner des doctrines ou y propager des pratiques hérétiques.

III. — *1337, 16 mai.* — L'Inquisiteur mande aux curés des diocèses de Pamiers et de Narbonne de citer les témoins nommés dans ses lettres, et il écrit à l'Inquisiteur de Carcassonne, le priant de lui envoyer les sentences rendues contre Bord de Fontaynas, aïeul, Isarne sa femme, aïeule, et Raymond Sicred, oncle de Raymond Amélius.

IV. — *1337, 4 juin, feria quarta* après l'Ascension[1]. — Réponse de Frère Aymon de Caumont, Inquisiteur de Carcassonne, disant qu'il résulte des registres de l'Inquisition que Bord de Fontaynas avait été

1. Le mercredi après l'Ascension, je pense, et non le quatrième jour après l'Ascension, lequel fut le 2 juin, l'Ascension étant tombée en 1337 le 29 mai.

convaincu d'hérésie après sa mort par sentence rendue à Limoux par Jean Galand et Hugues Amélius, Inquisiteurs, le 8 juin 1281 ; — qu'Isarne, sa femme, fut condamnée à faire des pèlerinages majeurs et mineurs, après grâce de la prison obtenue moyennant le service en Terre Sainte imposé pour deux ans à son fils Guillaume, par sentence rendue sur le marché de Carcassonne par Frère Jean Vigouroux, Inquisiteur, le 4 avril 1283 ; — que Raymond Sicred de Cavanac, diocèse de Carcassonne, avait été condamné à la prison perpétuelle par Frères Henri Chamayou, Pierre Brun, Inquisiteurs de Carcassonne et de Toulouse, et Bermond Pierre, official de Carcassonne, le 27 septembre 1302.

V. — *1337, 16 juin.* — L'Inquisiteur reçoit comme témoins à charge Pierre Roger, prêtre; P. Assalhit, des frères Prêcheurs; Hugues *de Salezio*, infirmier du monastère de Saint-Polycarpe; Raymond *de Septem Casseribus*, damoiseau; Raymond Berriac, clerc du diocèse d'Alet, et Arnaud Pradas, de Limoux, lesquels, ayant prêté serment, font leur déposition.

VI. — *1337, 21 juin.* — Secondes lettres de citation, les témoins cités la première fois ne s'étant pas présentés.

VII. — *1337, 2 juillet.* — L'Inquisiteur reçoit comme témoin Rodolphe *de Urbione*, du diocèse d'Alet, lequel fait sa déposition.

VIII. — *1337, 3 juillet.* — Bernard des Cassés, prévôt du monastère de Saint-Polycarpe, Jean de Pontayza et Raymond Gatiton se présentent comme témoins cités; l'Inquisiteur les admet, après avoir déclaré contumaces les autres témoins qui n'ont pas comparu. Ils prêtent serment et déposent.

IX. — *1337, 5 juillet.* — L'Inquisiteur fait citer Raymond Amélius, prévenu.

X. — *1337, 7 juillet.* — Raymond Amélius comparaît et présente une cédule écrite, sollicitant de l'Inquisiteur des avocats, demandant communication des charges et des noms des témoins, et désirant, en raison de sa pauvreté, être entretenu sur les biens du monastère de Saint-Polycarpe. L'Inquisiteur se déclare prêt à lui donner un avocat et la copie du procès ainsi que des dépositions. Il procède à son interrogatoire après lui avoir déféré le serment. A la fin, Raymond Amélius laisse entre ses mains une cédule dans laquelle il proteste de ses sentiments orthodoxes et de son innocence. Et comme il déclare vouloir présenter sa défense, l'Inquisiteur l'ajourne au samedi suivant.

XI. — *1337, 12 juillet, samedi.* — Raymond Amélius comparaît; mais comme il n'a pu encore avoir d'avocat, il demande une prorogation de temps pour sa défense. L'Inquisiteur l'ajourne au mercredi suivant.

XII. — *1337, 16 juillet, mercredi.* — Raymond Amélius comparaît; mais il n'a pas de conseil judiciaire, manquant de ressources pour satisfaire les avocats; il demande une nouvelle prorogation de temps. L'Inquisiteur l'ajourne au mardi suivant.

XIII. — *1337, 23 juillet, mardi.* — Raymond Amélius présente sa défense écrite, demandant à être admis à faire la preuve de ses dires. L'Inquisiteur lui répond que rien de ce qu'il avance n'est vrai. Cependant, il reçoit sa cédule en tant que de droit, autrement non.

Suit le texte de deux cédules, tendant à établir le peu de fondement des charges pesant sur le

prévenu qui récuse les témoins, dont plusieurs sont ses ennemis mortels.

XIV. — *1337, 2 août.* — Raymond Amélius présente à l'Inquisiteur une nouvelle cédule, tendant à démontrer le caractère illégal de la poursuite inquisitoriale dont il est l'objet. Il demande que les noms des témoins lui soient communiqués et que copie de leurs dires lui soit accordée. L'Inquisiteur l'ajourne au lundi suivant pour la réponse. En même temps, il charge Fulcrand Galtier, son notaire, d'entendre les témoins présentés par l'accusé; lequel, en effet, fait aussitôt connaître ses témoins pour prouver sa défense; et ceux-ci font leurs dépositions.

XV. — *1337, 4 août, lundi.* — L'Inquisiteur, répondant à la demande antérieure de Raymond Amélius, déclare consentir à l'entendre sur ses défenses et à recevoir les témoins qu'il produira pour les prouver. Il l'assigne pour cela à dix jours. En attendant, il l'ajourne au mercredi suivant pour répondre sur quelques articles, nonobstant les exceptions dont il a voulu exciper, à tort, assurant d'ailleurs qu'il exerce la poursuite de lui-même et d'office, et non à l'instance de l'Abbé de Saint-Polycarpe.

XVI. — *1337, 6 août, mercredi.* — Raymond Amélius comparaît; il est renvoyé à huitaine.

XVII. — *1337, 13 août.* — Raymond Amélius dépose une cédule écrite tendant à démontrer l'illégalité de la double assignation dont il est l'objet. L'Inquisiteur maintient la seconde.

XVIII. — *1337, 18 août.* — Raymond Amélius comparaît avant le jour fixé et dépose une cédule écrite, priant l'Inquisiteur de s'informer du procès entre l'Abbé de Saint-Polycarpe et lui, dans lequel l'Abbé a fait

valoir des exceptions, prouvant que la poursuite se fait à son instance. Que d'ailleurs elle ne peut avoir de suite, puisqu'elle est vague et incertaine, ne contenant aucune indication de lieu, de personnes, etc. Enfin, que l'assignation doit être rapportée, car on ne lui a pas encore donné les noms des témoins ni leurs dépositions. L'Inquisiteur maintient l'assignation.

XIX. — *1337, 4 octobre.* — Raymond Amélius produit deux témoins, cités à sa demande par l'Inquisiteur. Ceux-ci déposent.

XX. — *1337, 6 octobre.* — Raymond Amélius produit deux nouveaux témoins qui déposent. Il remet une cédule écrite, demandant que ces deux témoins soient interrogés sur les articles qu'elle contient. L'Inquisiteur la reçoit et consent à les interroger.

XXI. — *1337, 16 octobre.* — Comparution de trois témoins, cités par leurs curés respectifs, à la suite d'un mandat de l'Inquisiteur du 30 juillet précédent, exécuté le 3 et le 7 septembre, comme le prouvent les lettres des curés de Cornèze et de Saint-Polycarpe.

XXII. — *Même jour.* — Deux nouveaux témoins déposent contre Raymond Amélius.

XXIII. — *Même jour.* — Raymond Amélius produit deux témoins qui déposent. Ils avaient été, eux et quelques autres, cités à sa demande par l'Inquisiteur, à la date du 17 septembre précédent.

XXIV. — *1337, 31 octobre.* — Raymond Amélius, comparaissant, demande que les dépositions reçues contre lui soient publiées pour lui être communiquées avec les noms des témoins. L'Inquisiteur le lui accorde, se réservant de recevoir et interroger tous autres témoins qui pourront être produits, lui accordant à lui-même le droit d'en présenter.

XXV. — *1337, 3 novembre.* — Comparution d'un témoin qui dépose contre Raymond Amélius.

XXVI. — *1337, 10 novembre.* — Raymond Amélius demande que la déposition de ce dernier témoin soit publiée; il désire en avoir communication avec son nom. L'Inquisiteur le lui accorde.

XXVII. — *1338, 3 mars.* — Raymond Amélius comparaît et dépose un mémoire pour sa défense, tendant à infirmer les dépositions des témoins. Puis il présente des articles qu'il demande à être admis à prouver. L'Inquisiteur les reçoit et confie l'examen des témoins à son notaire, Fulcrand Galtier.

XXVIII. — *1338, 8 avril.* — Raymond Amélius produit deux témoins qui déposent.

XXIX. — *1338, 22 septembre.* — Raymond Amélius, comparaissant, déclare n'avoir plus rien à dire et demande que la sentence soit rendue, qu'il doive être condamné ou renvoyé absous. L'Inquisiteur l'ajourne au samedi suivant pour la sentence.

XXX. — *1338, 26 septembre.* — L'Inquisiteur l'ajourne au lundi suivant pour la purgation canonique.

XXXI. — *1338, 28 septembre, heure de tierce.* — Raymond Amélius produit pour ses répondants ou garants des moines que l'Inquisiteur ne connaît pas et ne peut accepter. Il est remis après vêpres.

XXXII. — *1338, 28 septembre, après vêpres.* — Raymond Amélius, lecture faite des articles énoncés contre lui, les rejette après serment comme faux et se dit innocent des crimes qu'on lui impute. Il présente pour garants ou *purgatores* cinq moines de Cîteaux, lesquels, après serment, déclarent que, pour eux, Raymond Amélius a dit la vérité. L'Inquisiteur l'assigne au 31 octobre pour la sentence.

II.

Cette analyse des pièces composant le procès de Raymon
Amélius fait immédiatement voir une des particularités q
le caractérisent, du moins la plus apparente. Le lecteur
peut manquer d'avoir remarqué leur ensemble et leur suit
depuis la bulle de Benoît XII donnant commission et pouvo
à Guillaume Lombard, chanoine de Mirepoix (Ariège)
official d'Avignon, d'instruire comme juge inquisitorial
cause de Raymond Amélius, jusqu'aux citations des témoi
au commandement de l'Inquisiteur par les *cursores*
huissiers, et aux lettres des curés exécutant le mandat
citation. On a sous les yeux toute la procédure, et chacu
de ses actes se trouve à sa place. C'est un avantage appr
ciable. Car, dans l'état actuel des documents connus, on n'a
rive à décrire la procédure qu'à la condition de la recon
tituer. Ici, on la saisit sur le vif; elle apparaît tout entièr
telle qu'elle était pratiquée en 1337.

Chaque pièce est datée : on peut ainsi mesurer la longue
ordinaire d'un procès d'inquisition, dans les cas où un se
prévenu se trouvait enveloppé dans la poursuite. On alla
moins vite que dans nos procès criminels, qui sont de
compétence de la cour d'assises. Mais ces procès étaient pl
expéditifs que la plupart de nos procès civils. L'historie
qui voudrait porter un jugement sur les mœurs judiciair
dans les cours d'église au quatorzième siècle trouverait da
ce procès un élément d'appréciation, grâce toujours à l'abo
dance de ses renseignements sur la procédure. On y m
sure le temps qui s'écoulait entre un acte et un autre.
coup sûr, le juge n'usait pas de longueurs fatigantes po
l'accusé. La cause des retards était le plus ordinaireme
indépendante de sa volonté. Par exemple, les témoins appa

tenant à diverses paroisses du diocèse de Narbonne étaient cités à comparaître à Avignon dix jours après la citation elle-même : terme ordinaire des citations, sans doute; c'est là preuve toutefois que l'on voulait mener vite l'affaire. Seulement, les témoins ne se rendaient que rarement au jour fixé. Force était de les citer de nouveau avec menaces; c'était une perte de temps, dont la responsabilité remontait aux témoins seuls. D'ailleurs, on verra, par le procès de Raymond Amélius, que l'accusé lui-même demandait des ajournements. Ils lui étaient habituellement accordés s'ils intéressaient sa défense, alors même qu'ils se répétaient à des jours rapprochés. Cette remarque y est appuyée et confirmée par un exemple assez significatif, puisque Raymond Amélius renouvela la demande d'ajournement aussi souvent qu'il le jugea à propos. Je ne parle pas ici de la défense elle-même, qui prenait un temps plus ou moins long selon les cas. Mais il convient de faire remarquer que l'accusé, qu'il préparât ou présentât sa défense, rencontrait, du côté du juge, toutes les facilités possibles, du moins en 1337. Et ici j'arrive à la particularité la plus importante, celle qui est vraiment caractéristique du procès de Raymond Amélius.

III.

Raymond Amélius usa, pour triompher de l'accusation, de tous les moyens de droit. C'est très naturel. Mais parmi les moyens de droit qu'il réclama, il convient de noter : 1° la communication dont il réitéra la demande non seulement des dépositions des témoins, mais encore de leurs noms; 2° l'assistance judiciaire ou l'avocat. L'Inquisiteur lui accorda tout. Cela nous paraît juste et même élémentaire. Il reste vrai cependant que cette concession faite par l'Inquisiteur et reposant sur le droit, témoigne d'une évolution dans la pro-

cédure en faveur de l'accusé, ou tout au moins de facilités plus grandes que celui-ci rencontrait au sein du tribunal. Je ne reviendrai pas ici sur l'explication historique que j'ai essayé de donner de deux exceptions notables admises dans les tribunaux d'inquisition; j'énonce simplement le fait. Au treizième siècle, on ne communiquait à l'accusé que les dépositions des témoins; les noms des témoins ne lui étaient pas livrés, avec cette réserve et cette précaution légale cependant qu'il était invité à faire connaître au préalable ses ennemis mortels, s'il en avait; leur témoignage se trouvait de droit nul et frappé d'illégalité. Le Registre du greffier du tribunal de Carcassonne contient des exemples de l'un et de l'autre cas, je veux dire de dépositions sans les noms des témoins, et de preuves d'une inimitié mortelle et personnelle[1]. Au contraire, les noms des témoins furent livrés à Raymond Amélius. Les dépositions des témoins, qui suivent dans le Registre auquel j'emprunte le texte du procès, s'ouvrent chacune par le nom du témoin qui va parler; et la défense écrite de l'accusé porte la preuve qu'il les connut.

A quel moment l'exception dont je parlais tout à l'heure prit-elle fin, et le tribunal de l'Inquisition se montra-t-il disposé à accepter le droit commun? Il faudrait plutôt se demander si le secret sur le nom des témoins liait l'Inquisiteur, et était et resta pour lui obligatoire. On conçoit, en effet, que les dangers de vengeance, qui avaient motivé cette précaution, n'existant pas ou étant moindres, l'Inquisiteur devint libre. Il appréciait et voyait ce qu'il pouvait ou devait faire. Boniface VIII régla ce point : il permit que, tout péril cessant, les noms des accusateurs et des témoins fussent rendus publics[2]. A partir de ce moment, la procédure se relâ-

1. *Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc*, pp. 147, 214, 219, 220, 221.

2. « Cessante vero periculo supradicto, accusatorum et testium nomina prout in aliis fit judiciis, publicentur. » *Sext. Decr.*, lib. V, tit. II, cap. xx.

cha en ce point de sa rigueur primitive. Mais, qu'on le remarque, Boniface VIII n'avait pas obligé l'Inquisiteur à rentrer dans le droit commun. De là une véritable diversité dans la pratique selon les pays, et dans le même pays selon les temps et les hommes. A la date du procès de Raymond Amélius, Eymeric écrivait que dans la Castille et l'Aragon les noms des accusateurs et des témoins étaient tenus secrets, en raison du danger que leur divulgation ne pouvait manquer de faire courir aux personnes et aux biens[1].

Examinons comment les choses se sont passées dans le procès de Raymond Amélius. Accusé, il demanda, pour qu'il pût se défendre, copie des accusations énoncées contre lui et les noms des témoins. L'Inquisiteur lui accorda aussitôt et lui promit que les dépositions lui seraient remises, *secundum formam juris et juxta stilum officii inquisitionis*. Que l'on remarque cette manière de parler assez significative. C'est le droit, c'est-à-dire le droit ancien et en usage au tribunal de l'Inquisition, que l'accusé reçoive copie des dépositions faites contre lui. Des noms des témoins, il n'est nullement question. C'est donc que leur communication n'était point de droit. Elle était laissée à la discrétion du juge. Aussi Raymond Amélius ne manque-t-il pas de renouveler sa demande, à laquelle d'ailleurs l'Inquisiteur, se réservant, n'avait pas opposé un refus catégorique. Il avait gardé le silence. Dans l'espèce, il était intéressé, si je puis ainsi dire, à ne pas la repousser. Car Raymond Amélius, en lutte depuis plusieurs années avec l'Abbé de Saint-Polycarpe, Raymond, qu'il avait accusé devant la cour du Pape, prétendait que l'Inquisiteur ne le poursuivait qu'à l'instance ou à la suggestion de l'Abbé; il excipait de cette accusation pour contester la compétence du juge. Guillaume Lombard consentit à se défendre : il dit que c'est d'office

1. *Directorium*, p. 628.

qu'il faisait la poursuite et après information; il offrit de faire connaître les noms des témoins et de communiquer leurs dépositions, avec la seule réserve de droit qu'il ne le ferait qu'après la publication des dépositions elles-mêmes : *offerens se dictus dominus inquisitor dare nomina testium ac etiam eorum depositiones in causa presenti post dictorum testium depositionum publicationem.* Cette réserve présentait l'avantage de sauvegarder à la fois les intérêts de la poursuite et ceux de la défense. Raymond Amélius reçut donc communication des noms des témoins, et il lui fut loisible de contester la valeur de leurs dépositions, d'attaquer la recevabilité des témoins eux-mêmes. Il en récusa plusieurs, en effet.

IV.

Il se défendit énergiquement et avec habileté. Cependant, au début même du procès, il avait été le premier à remarquer combien il était ignorant des choses du droit. Ce fut justement le motif pour lequel il pria l'Inquisiteur de lui donner un avocat.

L'assistance judiciaire nous paraît tellement naturelle que nous avons de la peine à comprendre que jamais accusé ait pu en être privé. Toutefois, l'Inquisition la repoussa dans les premiers temps, pour les raisons que j'ai exposées ailleurs[1].

En cela, d'ailleurs, elle ne fit que se conformer à la bulle *Si adversus nos* d'Innocent III, où le pape disait : *Licet autem a nobis et praedecessoribus nostris contra haereticos multa sint edita et statuta, nec habeatis aliquam*

1. *Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc*, Introduction.

excusationem in peccatis, quasi antiquorum fueritis obliti mandatorum, et quia plus timeri solet quod specialiter injungitur, quam quod generaliter imperatur : vobis advocatis et scriniariis firmiter inhibemus, ne praefatis haereticis, dum fuerint in sua contumacia et errore, Paterinis vel credentibus, fautoribus vel defensoribus eorumdem, ullo tempore in aliquo praestatis auxilium, consilium vel favorem, nec eis in causis vel in factis vel aliquibus litigantibus sub eorum examine vestrum patrocinium praebeatis, et pro ipsis publica instrumenta condere vel aliqua scripta facere nullatenus attentetis. Cette bulle était passée dans le droit avec la publication des *Décrétales de Grégoire IX*, où elle fut admise[1].

Le refus de l'avocat était une seconde exception; elle fut longtemps maintenue. Les documents d'inquisition dans le Languedoc, par exemple, ne nous montrent jamais l'avocat aux côtés de l'hérétique au treizième siècle.

Toutefois, ce refus, justement parce qu'il était une exception, ne s'imposait pas légalement au juge. La situation respective de l'Inquisiteur et du prévenu était à peu près la même que dans le cas où l'accusé demandait que les noms des témoins lui fussent communiqués, avec cette différence que d'assez bonne heure la pratique s'établit d'accorder au prévenu l'assistance judiciaire, moyennant des précautions. Deux cas pouvaient se présenter : ou bien le prévenu n'avait pas d'avocat, soit qu'il n'en connût point, soit que sa pauvreté ne lui permît pas d'en choisir un; il priait l'Inquisiteur de lui donner un avocat d'office. Ou bien, il avait fait choix d'un avocat; il demandait alors à l'Inquisiteur qu'il voulût bien l'agréer pour sa défense. L'Inquisiteur pouvait ratifier son choix, ou l'engager à prendre un avocat autre que celui qu'il avait présenté. Le danger probable, pouvant résulter

1. Lib. V, tit. VII, *De haereticis,* cap. XI.

pour la foi de tel avocat et non de tel autre de son commerce avec l'hérétique, motivait une telle décision : *Et concedo sibi talem quem petit in advocatum, et talem in procuratorem.* C'est Eymeric qui parle ainsi[1]. En Aragon donc les choses se passaient de la sorte. Nous y relevons un adoucissement de la pratique primitive.

Au quatorzième siècle, dans le Languedoc, les hérétiques poursuivis rencontraient plus de facilités encore à cet égard. Cela résulte de la teneur même de la réponse de l'Inquisiteur à Raymond Amélius demandant un avocat : *Dictus dominus inquisitor obtulit se paratum dare fratri Raimundo et concedere copiam processus et attestationum et advocatum in causa presenti secundum formam juris et juxta stilum officii inquisitionis.* Communiquer à l'accusé les dépositions, c'était de rigueur, nous le savons; de même, accorder l'avocat n'était pas contraire au droit. Ici, d'ailleurs, il n'est pas question d'un avocat en particulier, désigné par son nom. A Raymond Amélius, intéressé, de le choisir. Quand il comparait, le samedi 12 juillet 1337, il demande un ajournement pour sa défense, parce qu'il n'a pas encore d'avocat, *cum non habuerit copiam advocati.* Il fut renvoyé au mercredi suivant. Mais encore, ce jour-là, n'ayant pas de quoi payer les avocats, *cum non haberet de quo satisfaceret advocatis*, il lui fut impossible de présenter sa défense; il demanda un nouvel ajournement qui lui fut accordé *de gratia speciali.* Le mardi suivant, 23 juillet, il commença sa défense. Il n'est plus question d'un avocat quelconque. Il ne faudrait pas en conclure que Raymond Amélius fut réduit à ses seules ressources; car le rôle de l'avocat ou du procureur, ou bien de l'un et de l'autre réunis, se ramenait à une simple assistance judiciaire. Il conseillait l'accusé et l'aidait dans la rédaction de sa défense; car il n'y avait pas de plai-

1. *Directorium*, p. 453.

doirie comme devant nos tribunaux modernes. La défense se faisait par un mémoire écrit, appelé du nom générique de *cedula* ou de *rotulus*. C'est l'accusé lui-même qui présentait le mémoire ou les mémoires contenant sa défense. Il s'était entouré pour l'établir des conseils ds son avocat.

V.

Raymond Amélius, qui s'était dit ignorant des choses du droit, remit deux mémoires. Le procès que je publie en contient le texte, qui ajoute à son intérêt. Car si nous savons d'une manière générale que le prévenu pour hérésie était toujours invité à se défendre, nous avons peu d'exemples de *cédules* de défense produites devant le tribunal de l'Inquisition. Raymond Amélius présenta sept mémoires, dans plusieurs séances, tendant, celui-ci à exciper d'un procès engagé devant le cardinal de Périgord pour contester la légalité du procès actuel devant l'Inquisiteur, celui-là à établir l'orthodoxie du prévenu, cet autre à écarter les témoins[1], ce dernier à montrer les oppositions des témoignages entre eux, ou même les contradictions d'un même témoin.

Tous ceux qui ont le souci et l'amour de la justice, et ils sont nombreux, s'attacheront à ces mémoires, moins pour étudier les moyens de droit que pour s'édifier sur la liberté laissée à l'accusé, qui était admis à les faire valoir tant qu'il lui plaisait, c'est-à-dire jusqu'au jour où il déclarait qu'il n'avait plus rien à dire et appelait sans autre délai la sentence, quelle qu'elle pût être. Il lui restait un dernier moyen, ou plutôt il lui était loisible de chercher un dernier appui dans les garants qu'il était invité à produire, s'il en avait. Ce n'était pas assez de son serment, ce n'était pas assez de sa parole, il lui fallait des répondants; du moins

ceux-ci, s'il en trouvait qui fussent des hommes honorables et connus, étaient comme sa ressource extrême. C'était la *canonica purgatio* prévue par le droit.

Le lundi 28 septembre 1338, à l'heure de tierce, Raymond Amélius comparut avec ses répondants; c'étaient des moines dont le nom ne nous est pas donné. L'Inquisiteur déclara qu'ils étaient pour lui des inconnus; il les récusa, et donna à l'accusé jusqu'à l'heure de vêpres pour en trouver d'autres. A défaut de moines de sa règle, il présenta pour ses *purgatores* cinq Cisterciens dont le nom est reproduit. Ceux-ci, après serment, déclarèrent qu'à leurs yeux Raymond Amélius était digne de foi, qu'il avait dit la vérité, *verum jurasse et verum respondisse*.

VI.

La conclusion qui se dégage de ce rapide exposé, c'est que le procès pour hérésie de Raymond Amélius rentra dans le droit commun en ce qui regarde les noms des témoins et l'avocat. L'accusé rencontra pour sa défense toutes les facilités prévues par le droit. Il eut toutes les garanties possibles.

Faut-il y voir un fait isolé? Probablement non. En 1337, les procès d'inquisition tendaient déjà à devenir rares dans le Languedoc. L'hérésie avait baissé et perdu beaucoup de terrain. Les juges n'avaient plus de raison d'appliquer, dans le sens restreint et étroit, tel ou tel point de la procédure. Ils étaient comme naturellement portés à interpréter ses règles dans un sens large et favorable à l'accusé. Nous en avons ici un exemple.

Je pourrais ajouter, car j'en ai publié ailleurs la preuve, que grâce aux *boni viri*, dont le rôle s'élargit au quatorzième siècle, la sentence fut entourée de plus de garanties encore

qu'auparavant. Par analogie, nous pouvons penser que la procédure tendit de plus en plus à protéger l'accusé contre toute précipitation dans l'information. L'expérience y apporta des modifications tout à l'honneur de la justice inquisitoriale, qui, à toutes les époques, chercha l'impartialité et la lumière.

VII.

Le texte de notre procès mentionne quelques faits qui, pour être indépendants de la procédure, n'en sont pas moins intéressants. Je les énumère ici.

1° Quelques-uns appartiennent à l'histoire de l'Inquisition.

L'Inquisiteur, comme tout juge, cherchait d'abord s'il n'y avait pas des présomptions défavorables. Elles pouvaient tenir à la parenté elle-même, et dans ce cas, prendre facilement une véritable gravité. Le fait d'appartenir, par exemple, à une famille d'hérétiques rendait vraisemblable le crime d'hérésie; il était dès lors retenu. Guillaume Lombard, pour justifier la poursuite qu'il exerça d'office contre Raymond Amélius, énonça, au début même de l'accusation, qu'il était de race hérétique. Son grand-père paternel, Bort de Fontaynas, avait été convaincu d'hérésie après sa mort, et, en conséquence, son cadavre exhumé avait été livré au bras séculier pour être brûlé à Limoux (Aude). De même, Isarne, sa grand'mère paternelle, femme de Bort de Fontaynas, s'était vue condamnée pour hérésie par l'Inquisiteur de Carcassonne à porter des croix sa vie durant. On sait que la croix ou les croix transversales et extérieures sur le vêtement étaient infamantes; elles signalaient l'hérétique.

De même encore, Raymond Sicred de Cavanac (Aude), oncle maternel de Raymond Amélius, se trouvait actuelle-

ment enfermé pour hérésie dans les prisons de Carcassonne; le fisc avait saisi ses biens.

Voilà ce que Guillaume Lombard avait appris. Pour établir une présomption aussi grave il demanda à l'Inquisiteur de Carcassonne la communication ou la copie de chacune des trois sentences frappant Bort de Fontaynas, Ysarne sa femme et Raymond Sicred. Aymon de Caumont, Inquisiteur de Carcassonne, nom connu[1], confirma, en effet : 1° la condamnation de Bort de Fontaynas, par Jean Galand et Hugues Amélius, Inquisiteurs, à Limoux, le 8 juin 1281; 2° la condamnation d'Isarne sa femme, sur le marché de Carcassonne, le 4 avril 1283, par Jean Vigouroux, Inquisiteur, qui, en outre des croix, la condamna à faire deux fois les pèlerinages de Saint-Jacques et de Saint-Denis et une fois les pèlerinages mineurs, et obtint que la grâce de la prison lui fût accordée, à la condition que son fils Guillaume servît deux ans en Terre Sainte; 3° la condamnation de Raymond Sicred, de Cavanac, à la prison perpétuelle, par Henri Chamayou, Pierre Brun, Inquisiteurs de Carcassonne et de Toulouse, et Bermond Pierre, official de Carcassonne, le 27 septembre 1302.

Une autre indication plus intéressante à noter est celle où l'on nous dit que la peine de la prison fut remise à Isarne *de consilio bonorum*. Le rôle des *boni viri* au sein du tribunal de l'Inquisition n'a commencé à sortir de l'ombre qui l'enveloppait que par la publication de consultations inquisitoriales appartenant à une date assez basse[2]. Les sentences de Bernard de Caux et de Jean de Saint-Pierre (1244-1248) y signalent leur présence; mais à travers ces textes laconiques

1. *Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc*, Introduction, CXXXIII.
2. 1323-1339. Je les ai publiées dans une brochure ayant pour titre : *La formule* COMMUNICATO BONORUM VIRORUM CONSILIO *des sentences inquisitoriales* (1898).

nous avons de la peine à saisir ce qu'ils pouvaient bien y faire, sinon ratifier simplement les propositions des Inquisiteurs. La sentence du 4 avril 1283 nous les montre intervenant directement et faisant prévaloir leur avis, puisqu'ils obtinrent en faveur d'Isarne la remise de la prison, après avoir trouvé que cette peine était juste.

Une dernière indication à retenir est empruntée à la réponse de frère Aymon de Caumont, Inquisiteur, à Guillaume Lombard, qui lui avait demandé l'extrait des Registres de l'Inquisition, dont il avait besoin pour établir que les ascendants du prévenu étaient hérétiques. Il se borna à lui donner le contenu des sentences, s'excusant sur le temps très court dont il disposait, car il était sur le point de partir pour se rendre à Toulouse, où un « sermon » de grâces allait se tenir, *cum me opporteat ad sermonen gratiarum Tholose fiendum celeriter proficisci*. Sa lettre était datée du 4 juin 1337. C'est donc peu de jours après que ce « sermon » eut lieu. Ce fait est jusqu'à ce jour resté inconnu; et l'année 1346 était celle à laquelle Aymon de Caumon apparaissait pour la première fois comme Inquisiteur. Il faut avancer de dix ans au moins sa commission inquisitoriale.

2° D'autres faits, étrangers à l'histoire directe de l'Inquisition, touchent à l'histoire de l'hérésie et nous initient à quelques-uns des agissements de ses adeptes.

La bulle de Benoît XII, en date du 17 juin 1336, déléguant Guillaume Lombard en la cause d'hérésie, contient cette grave déclaration : *Sane, cum sicut accepimus, apud Romanam Curiam ubi fidei ejusdem radius lucere debet clarius, sint et quandoque veniant persone iniquitatibus plene, que suis heresibus et erroribus pessimis fidem ipsam quantum in eis est corrumpere satagunt et alios in errores inducere non sine gravibus periculis moliuntur*. Ainsi Avignon, où se trouvait la Cour Pontificale et d'où cette bulle est da-

tée, était comme envahie et infestée par de méchantes gens, vrais ennemis de l'Église répandant les hérésies et les erreurs dont ils étaient imbus. Il est fort possible que le pape, désireux surtout de prévenir le mal afin de ne pas être obligé de l'extirper, ait employé une formule qui le grossit à nos yeux. Cependant, le danger grave que courait la foi de plusieurs n'était pas chimérique. Comment attribuer une telle affirmation uniquement au zèle aveugle de Benoît XII, qui, au contraire, fut loué par ses contemporains comme ayant été *maximus zelator fidei, ac in omni statu suo fervidus haereticorum expugnator et rigidus persecutor*[1] ?

Quels étaient ces fauteurs de désordre qui, à Avignon, troublaient la marche régulière de la religion et l'action de la papauté ? Le pape parle de leurs hérésies et des pires erreurs qu'ils répandaient. Depuis déjà deux siècles et demi ou même plus longtemps, l'hérésie, avec ses menaces ou même ses tentatives de domination, occupait l'esprit public, inquiétait les deux pouvoirs, qu'elle avait comme obligé à recourir à des moyens de rigueur. Mais il est clair que le mot hérésie n'avait pas gardé le même sens pendant cette longue évolution de la pensée politico-religieuse ; sous Clément V et Jean XXII il n'avait pas la même valeur que sous Grégoire VII et Innocent III, parce qu'il ne répondait pas à la même situation historique. Avec les Cathares et les Vaudois, l'hérésie avait une physionomie théologique assez prononcée ; les Albigeois et plusieurs autres néodualistes y mêlèrent des visées politiques et trouvèrent des appuis auprès de ceux, podestats, seigneurs et barons, qui jalousaient l'Eglise Romaine, en qui ils voyaient trop facilement une ennemie de leurs intérêts féodaux et dont ils eussent voulu secouer le joug, peu inquiets qu'ils étaient de ce que deviendrait l'unité chrétienne. L'hérésie avait dernière-

1. Baluze, *Vitae Paparum Avenion.*, I, 209.

ment, avec les Fraticelles, pris une nouvelle forme qu'on reconnaît aisément dans l'origine, les doctrines ou les espérances de la secte qui se réclamait de Joachim de Flore ou de Pierre-Jean d'Olive, et qui avait trouvé un soutien dans Louis de Bavière. Ces fils perdus de la famille franciscaine eussent dû se mettre au service de la hiérarchie et se dévouer au ministère des âmes sous l'autorité et la direction des pasteurs. Mais, sous prétexte de pauvreté, ils prêchaient un évangile nouveau dont la conséquence immédiate était que le pape, les cardinaux et les évêques, propriétaires, seigneurs féodaux ou princes politiques, et quelquefois tout cela à la fois, prostituaient l'épouse du Christ, humble, pauvre, ennemie de toute domination pour elle-même. Voilà les pires erreurs qui depuis quarante ans et plus troublaient les esprits. Sous Clément V, les Fraticelles, s'attaquant aussi à leur ordre, avaient paru à Avignon, mais pour porter leur cause devant le pape lui-même. La ville resta étrangère à une telle affaire, dont l'opinion ne fut qu'indirectement saisie, sans compter que le pape Clément V, un des papes les plus errants, tout en répétant ses séjours dans cette ville, n'y avait pas, à proprement parler, fixé sa résidence. Jean XXII sembla vouloir demeurer à Avignon. Il n'en sortit guère pendant son pontificat de dix-huit ans. A une singulière énergie de volonté il joignait le plus haut sentiment de sa dignité et la résolution de ne se dérober à aucune des responsabilités du pontificat suprême au milieu de circonstances difficiles, où l'esprit de décision se présentait comme la première qualité du chef de l'Eglise et imposait le plus urgent des devoirs. Sous lui, la police religieuse de la ville d'Avignon se fit avec vigilance et exactitude, peut-être même avec rigueur. Les Fraticelles, qui lui avaient déclaré une guerre implacable, ne se faisaient aucune illusion sur le sort qui les y eût attendus. Le pontificat de Benoît XII les rapprocha de la ville et de la chaire pontificale. Jacques

Fournier, fils d'un paysan de Saverdun (Ariège), moine austère de Fontfroide, ennemi du luxe au milieu des plus hautes dignités, même sous la pourpre, promettait, comme pape, de rester fidèle à lui-même. Il vécut simplement, obligea les évêques à rentrer dans leurs diocèses et à se tenir à l'écart des ambitions perverses[1]. Il se montra économe des deniers de Saint-Pierre et ennemi de la dépense[2]. Il ne connut pas le népotisme et s'opposa à toute élévation pour son humble famille[3]. Il édicta des constitutions apostoliques pour ramener l'ordre de Saint-Benoît tout entier et même les ordres mendiants, beaucoup plus récents, à la pratique exacte des observances régulières[4]. Il se précautionna lui-même contre tout entraînement dans la collation des bénéfices[5]. En un mot, il se présenta comme devant être un pape réformateur; c'est l'espérance qu'il donna dès son élection à tous ceux qui appelaient de leurs vœux la restauration des principes austères.

Les Fraticelles, manquant de mesure comme toujours, c'était leur moindre défaut, ne se bornèrent pas à se réjouir dans le secret. Ils triomphèrent d'autant plus bruyamment qu'ils s'étaient plus compromis sous le pontificat précédent. C'était une façon de continuer l'opposition ouverte dont ils ne s'étaient pas départis sur le terrain de la pauvreté évangélique. Ils ne surent pas se contenir, et se mirent tout de suite, étant à Avignon, à mal parler des cardinaux, critiquant leur état, disant même tout haut que le paradis leur resterait fermé. Ce fut une des plus graves charges que l'Inquisiteur releva contre Raymond Amélius et une de celles contre lesquelles celui-ci tint le plus à cœur de se défendre : preuve évidente des agissements audacieux des Fraticelles; car

1. Baluze, *Vitae Paparum Avenion.*, I, 214, 221, 230.
2. *Ibid.*, 215, 226, 236.
3. *Ibid.*, 219, 226, 236.
4. *Ibid.*, 218, 228, 231, 232, 233, 240,
5. *Ibid.*, 231.

c'est bien comme tel que Raymond Amélius fut poursuivi. Il fit tout de suite l'expérience que ses coreligionnaires s'étaient trompés en comptant trop complaisamment sur Benoît XII, au moment même (3 juin 1337) où François de Pistoie, frère Mineur, montait sur le bûcher à Venise pour ses erreurs sur la pauvreté évangélique[1].

3° Un dernier renseignement à relever, très particulier à la vérité, mais qui pourra être utilisé un jour, a trait aux rapports de Raymond Amélius avec l'Abbé de Saint-Polycarpe, Raymond. La notice, très courte, que le *Gallia*[2] consacre à cet abbé, le présente sous un jour favorable. A deux reprises, en 1321 et en 1329, les religieux des provinces de Toulouse, Narbonne et Auch l'auraient élu président de leur chapitre. Il aurait, le 10 septembre 1329, pris part à l'assemblée des nobles du Languedoc jurant de poursuivre par tous les moyens en leur pouvoir les hérétiques et leurs fauteurs. Très considéré de son ordre, il aurait montré un grand zèle extérieur pour défendre la foi et protéger l'Eglise. Au contraire, pour Raymond Amélius, il était le pire des hommes, à telles enseignes que le moine, plus soucieux de la morale que son Abbé, était venu à Avignon pour dénoncer au pape, en plein consistoire, ses crimes honteux; non sans fondement, puisque l'Abbé de Saint-Volusien de Foix, Pierre Ferréol[3], avait essayé d'amener une réconciliation entre eux, de l'aveu même de l'Abbé, qui aurait accepté un compromis. Le cardinal de Périgord[4] et le car-

1. « Anno Domini MCCCXXXVII, tertia die junii, combustus fuit in Venetiis, anno pontificatus domini Benedicti tertio, frater Franciscus de Pistorio ordinis Minorum propter opinionem quam Ecclesia reprobabat de paupertate evangelica. » Baluze, *Vitæ Pap. Av.*, I, 227, 228.

2. VI, 189.

3. *Gallia christ.*, XIII, 182.

4. Elie Talleyrand de Périgord, évêque d'Auxerre, cardinal en 1331, évêque d'Albano en 1348, légat en France, mort en 1364. Baluze, *Vitae Pap. Aven.*, I, 402.

dinal d'Autun, vulgairement appelé Pierre Bertrand[1], avaient été chargés d'instruire cette affaire, *commissam primo domino Petragoricensi super infamia, secundo domino Eduensi de causa principali.*

L'affirmation de Raymond Amélius suffit ici. Nous devons croire à l'existence de ce procès, puisqu'il en excipa devant l'Inquisiteur, s'appuyant sur lui une première fois pour établir juridiquement que l'Abbé, à l'instance duquel, d'après lui, la poursuite se faisait, était son ennemi, une seconde fois, pour opposer à l'Inquisiteur le principe de droit : *Non bis in idem.* Je ne saurais dire quelle fut l'issue de ce procès, pendant au moment où la poursuite contre Raymond Amélius commença. A ma connaissance, personne ne l'a encore signalé; si jamais il est retrouvé, de même que celui de Raymond Amélius vient de l'être, on pourra le rapprocher du sien, ou du moins des accusations que celui-ci contient contre l'Abbé de Saint-Polycarpe. En tout cas, il nous fait déjà entrevoir l'état de la société religieuse au quatorzième siècle et l'un des caractères qui la distinguent. De même que la société civile, elle fut singulièrement processive, alors que cependant l'hérésie, perdant de son influence, l'Inquisition ralentissait sa poursuite précédemment si active. Le quatorzième siècle aima la chicane, nous en avons ici un nouvel exemple. Seulement, qu'on le remarque encore, au moment où sur tous les points du territoire chrétien les intérêts se défendaient avec une âpreté toute singulière, l'Inquisition admettait facilement les adoucissements permis par la procédure. De cela encore, le procès de Raymond Amélius fournit la preuve. Il m'a paru intéressant de le constater.

1. Baluze, *ibid.*, 782.

VIII.

Je publie donc ici ce procès, moins les dépositions des témoins. J'espère que le lecteur ne s'étonnera pas plus qu'il ne convient de cette exclusion, que même il la regardera comme justifiée. Ces dépositions se divisent en deux parts : les dépositions des témoins produits contre Raymond Amélius : *Depositiones testium productorum contra dictum fratrem Raymundum Amelii super articulis infrascriptis,* les dépositions des témoins produits par Raymond Amélius pour sa défense : *Sequntur depositiones testium productorum per fratrem Raymundum Amelii super articulis deffensoriis infrascriptis.* Elles remplissent ensemble soixante-six feuillets (fol. 373 r°, fol. 416 v° et fol. 419 r°, fol. 442 v°) du tome V des Registres d'Avignon, Benoit XII, archives du Vatican. Les publier serait grossir considérablement et sans profit appréciable ce modeste travail. Nous connaissons suffisamment par les actes du procès les charges qui pesaient sur Raymond Amélius. Les témoins à charge ne font guère que les reproduire; les autres parlent en faveur de l'accusé. Nous n'y apprenons rien au sujet de la suite et de la marche du procès, ni sur la procédure, puisque dans les actes ces dépositions sont signalées à leur place régulière comme ayant ou devant avoir lieu. Il m'a semblé donc que je pouvais les retrancher sans perte sensible et me borner au procès qui, formant un tout suivi et un, est le fond même de mon présent travail, en fait tout l'intérêt et me paraît lui donner, en raison de mes études sur l'Inquisition, une véritable opportunité.

Rome, le 8 janvier 1900.

TEXTE

DU

PROCÈS DE RAYMOND AMÉLIUS

ARCH. VAT., BENEDICTUS XII, REG. AVEN., TOM. V, FOL. 328.

I. — Charges contre Raymond Amélius établies d'office par Guillaume Lombard, Inquisiteur.

In nomine Domini. Amen. Anno a nativitate ejusdem millesimo trescentesimo tricesimo septimo, indictione quinta, videlicet die prima mensis maii pontificatus sanctissimi patris et domini nostri domini Benedicti divina providente clementia pape duodecimi anno tertio. Pervenit ad audientiam venerabilis et circumspecti domini Guillelmi Lombardi legum doctoris, canonici Mirapicensis, officialis Avinionensis, inquisitoris generalis in Romana Curia per Sedem Apostolicam deputati heretice pravitatis, prout constat litteris apostolicis vera bulla plumbea cum filo canapis in pendenti bullatis, non viciatis, non cancellatis, non abrasis, nec in aliqua sui parte suspectis, set omni vicio ac suspitione carentibus, quarum tenor inferius continetur, quod dampnati stipitis sarculus, de venenosa et infecta ac reproba radice susceptus, frater Raymundus Amelii, monachus monasterii Sancti Policarpi, diocesis Narbonensis, fuit et est oriundus et descendens ab utroque parente de genere et stirpe hereticorum.

j. Avus namque suus paternus, pater sui patris, vocatus Bort de Fontaynas, qui erat mortuus et sepultus, fuit exhuma-

tus, et quia probatum fuit ipsum fuisse hereticum dum vitam duceret in humanis, ideo ejus ossa de loco sacro extracta, et ipse Bordus tamquam hereticus condempnatus per inquisitorem Carcassonensem, et per consequens ejus ossa combusta fuerunt per curiam secularem de Limoso.

ij. *Item*, quod Isarna, uxor dicti Bordi de Fontaynas, mater patris dicti fratris Raymundi, ipsius fratris Raymundi avia paterna, fuit de heresi condempnata et sibi injuncta penitentia ad portandum duplices cruces per dictum inquisitorem Carcassonensem toto tempore vite sue; quod et fecit.

iij. *Item*, quod Raymundus Sicre[di] de Cavanaco, frater Sclarmunde matris fratris Raymundi predicti, fuit per dictum inquisitorem de heresi condempnata et injuncta sibi extitit penitentia ad peragendum penitentiam infra muros Carcassone ubi adhuc est, et ejus bona omnia fuerunt fisco propterea confiscata.

iiij. *Item*, quod idem frater Raymundus, predictorum dampnatorum hereticorum sequens vestigia, ultra seipsum erigens improvise, ductus miserabiliter in errorem sub quodam veiculo cecitatis, regularem habitum monachorum monasterii Sancti Policarpi dudum per ipsum susceptum apostatando dimisit sine superiorum suorum licentia vel mandato, et propria temeritate alium habitum multum diversum habitui monachali assumpsit, regulam aliorum monachorum dimisit ac novam sibi ordinavit, quem habitum portavit et regulam novam tenuit longo tempore absque eo quod aliquis alius de dicto monasterio talem habitum aut regulam portaret aut teneret, legem novam in Dei et religionis delusionem maximam sibi condens.

v. *Item*, quod, sui calcata ordinis puritate, ecclesiam sanctam Dei irrefragabilem, perpetuam et incommutabilem, supra firmum et solidum fundatam fundamentum, nullam rugam habentem aut maculam, suis fraudulosis versuciis et procellosis deceptionibus ponere satagens in ruinam, quam ecclesiam obtinentem precipuum magistratum inundationes tribulationum, procelle ventorum, nec etiam omnes nature create adversus eam in unum conflate possent destruere, concutere vel quo-

modolibet variare, per octo annos et ultra sectam beguinorum dampnatam per ecclesiam destructam, et tanquam hereticalem prout est reprobatam tenuit et sequtus fuit, secta monastica derelicta, beguinos et beguinas, sive beguinorum sectam tenentes scienter de nocte latenter post dictam reprobationem receptavit, favit, absconsos tenuit, victualia mi[ni]stravit, cum eis participavit in divinis pariter et humanis, auxilia, consilia et favores eis impendit, et ut sectator secte eos quando per inquisitores persequebantur tenuit latitatos pluribus vicibus, diebus et horis, quodque eorum fautor, receptator extitit et deffensor.

vj. *Item,* quod in contumeliam et contemptum Divine magestatis, spretum et contemptum ecclesie sancte Dei et sosidentium in eadem, sobrietatis freno laxato et dictam beguinorum sectam maledictam exaltando, dixit pluries quod secta beguinorum erat sancta et magis placens Deo et sanctis, et specialiter quia evitabant proprium habere et tenere et ducere scutiferos et tenere equos, quam secta quam tenebant dominus noster Papa et alii prelati tenent, quorum fructus erat et est in pompis et trufis; nec determinatio facta per Papam erat vera, ymo contraria oppinio erat et est sancta et magis placens Deo sine comparatione.

vij. *Item,* quod fidem catholicam, religionis gloria maculata, graviter offendere non formidans, statui Sacri Collegii dominorum Cardinalium improvide laxata licentia diversimode detrahendo, olim existens in ecclesia Beate Marie de Domis[1], conceptam in eo maliciam detegendo, videns venire duos dominos cardinales, dixit quibusdam personis secum astantibus cum deliberatione et palam ac publice ista verba : « Videtis vos istos cardinales; status istorum et aliorum cardinalium est status inperfectionis et dampnationis, pro eo quia vitam suam ducunt in pompis et vitam sanctam et euvangelicam beguinorum reprobant et persequuntur », adhiciendo quod vita eorum non erat vita salvationis, set dampnationis eterne.

viij. *Item,* quod de predictis verbis redargutus, noluit suum

1. Notre-Dame-des-Doms, cathédrale d'Avignon.

corrigere dictum, set verba predicta sustinuit, redarguentibus eum verbis yronicis respondendo.

IX. *Item*, quod de predictis omnibus et singulis est in civitate Limosi, Avinionis, et in Sancto Policarpo et in locis aliis pluribus et diversis, inter bonos et graves quamplurimum diffamatus.

II. — En raison de ces charges, l'Inquisiteur ouvre la poursuite contre Raymond Amélius et procède comme suit.

Verum, cum tot et tanta maleficia in confusionem ecclesie perpetrata non debeant occulis conniventibus pertransire, prefatus dominus inquisitor, cui comissa est in Romana Curia per Sedem Apostolicam correctio et punitio in fide errantium, pie matris gestans ubera volensque matris ut tenetur exercere verbera circa filios delinquentes ne reorum culpas suas facere videatur et ut virga correctionis ab invio retrahat quos mundi vana conditio nonnunquam precipicio studio deceptionis expavit, et ne sanguis talium aberrantium ab eo in extremo judicio requiratur, ad inquirendum super premissis omnibus tam cum eodem fratre Raymundo quam cum aliis cum exacta diligentia veritatem, processit per modum qui sequitur infra scriptum.

III. — Bulle de Benoit XII donnant à Guillaume Lombard la commission inquisitoriale.

Sequitur tenor litterarum apostolicarum, de quibus superius fit mentio, qui talis est :

Benedictus episcopus servus servorum Dei, dilecto filio magistro Guillelmo Lombardi, canonico Mirapiscensi, officiali Avinionensi, salutem et apostolicam benedictionem. Inter multas sollicitudines quas nobis officium Apostolice servitutis indicit, ut splendor catholice fidei ubique resplendeat erroris tenebris profugatis. Sane cum, sicut accepimus, apud Romanam Curiam ubi fidei ejusdem radius lucere debet clarius, sint et quandoque veniant persone iniquitatibus plene, que suis heresibus et erroribus pessimis fidem ipsam quantum

in eis est corrumpere satagunt et alios in errores inducere non sine gravibus periculis moliuntur, Nos obviari eisdem periculis ac foveri et observari sinceritatem ipsius fidei cupientes, de tue quoque fidelitatis et circumspectionis industria plenam in Domino fiduciam obtinentes, discretioni tue adversus quascumque personas ecclesiasticas vel mundanas, religiosas vel seculares, de heresis, scismatis, maleficiorum, factionum, sortilegiorum, vel aliis criminibus fidem predictam tangentibus suspectis, diffamatis vel delatis, cujuscumque status, ordinis, religionis, dignitatis vel conditionis existant, super hiis eorumque singulis vel ea quomodolibet tangentibus inquirendi et procedendi, easque corrigendi et puniendi juxta sanctiones canonicas et privilegia officio inquisitionis heretice pravitatis concessa, in eadem curia et ubi nos fuerimus, et alia faciendi et exercendi que circa hec fuerint opportuna, et insuper testes propterea necessarios coram te citandi per nuncios vel litteras tam in eadem curia quam extra eam, necnon eis de quibus tibi videbitur qui propter premissa vel eorum aliqua fuerint excommunicationis vinculo innodati absolutionis beneficium juxta formam ecclesie inpendendi et invocandi quotiens propter predicta opus extiterit auxilium brachii secularis; contradictores quoque per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendi, non obstantibus quibuscumque exemptionis vel aliis privilegiis, gratiis et litteris apostolicis, sub quacumque forma vel expressione verborum quibuscumque personis vel locis religiosis vel secularibus ab Apostolica sede concessis, etiamsi de illis esset specialis et expressa de verbo ad verbum in presentibus mentio facienda, seu si aliquibus communiter vel divisim ab eadem sit sede indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto hujusmodi mentionem, plenam concedimus auctoritate presentium facultatem. Datum Avinioni, xv kls. julii, pontificatus nostri anno secundo.

IV. — Citation des témoins.

Post hec, anno, indictione et pontificatu quibus supra, videlicet die sexta decima mensis maii, prefatus dominus inquisitor, volens scire et inquirere veritatem super contentis in articulis suprascriptis, scripsit et mandavit per suas patentes litteras ejus sigillo proprio sigillatas, capellanis curatis ecclesiarum civitatum et diocesum Narbonensis et Apamiarum, ut citarent testes in eisdem litteris nominatos, perhibituros testimonium super contentis in dictis articulis veritatis; quarum quidem litterarum tenor inferius continetur. Scripsit etiam deprecando inquisitori Carcassonensi heretice pravitatis ut sententias latas per ipsum inquisitorem Carcassonensem aut ejus predecessorem contra Bordum de Fontaynas avum, Isarnam ejus uxorem aviam et Raymundum Sicredi avunculum dicti fratris Raymundi, de heresi condempnatos vel earum copiam sibi mitteret, scribens dicto inquisitori predicta per suas clausas litteras ejus sigillo proprio sigillatas. Quibus quidem litteris prefatus inquisitor Carcassonensis respondit et rescripsit dicto domino inquisitori Romane Curie per suas litteras clausas ejus sigillo sigillatas, quarum tenor inferius continetur.

Guillelmus Lombardi, legum doctor, canonicus Mirapicensis, officialis Avinionensis, generalis inquisitor heretice pravitatis in Romana Curia per Sedem Apostolicam deputatus, discretis viris in Christo sibi carissimis, universis et singulis capellanis curatis ecclesiarum parrochialium civitatum et diocesum Narbonensis et Apamiarum ad quos presentes littere pervenerint, et eorum cuilibet seu locatenentibus eorumdem, salutem in Domino catholice fidei fundamento et mandatis nostris, ymo verius apostolicis firmiter obedire. Litteras Sanctissimi patris et domini nostri domini Benedicti divina providencie clemencia pape xij, etc., nos noveritis recepisse, quarum tenor sequitur sub hiis verbis : Benedictus episcopus servus servorum Dei, dilecto filio magistro Guillelmo Lombardi, canonico Mirapicensi, officiali Avinionensi, salutem et

Apostolicam benedictionem. Inter multas sollicitudines, etc. (*comme ci-dessus*). Verum cum alique persone, que ad Romanam Curiam devenerunt, super quibusdam articulis fidem predictam tangentibus et heresim sapientibus coram nobis noviter sint delate, ad quorum articulorum probationem testibus aliquibus in vestris degentibus parrochiis indigemus, nos qui ex debito comissi nobis officii summo opere cupimus zizanias et errores ab ovili Domini radicitus extirpare et oves morbidas et erroneas ad taulam salutifferam ducere catholice puritatis, ut splendor ipsius fidei ubique radios suos emitat solares, errorum calamitatibus laceratis, volentes contra easdem personas zelo fidei procedere ut tenemur, vobis omnibus et singulis ad quos presentes littere pervenerint precipimus et mandamus in virtute sancte obediencie et sub excommunicationis pena quam in vos et vestrum singulos canonica monitione premissa in hiis scriptis ferimus nisi feceritis que mandamus, quatenus ex parte nostra citetis et peremptorie Arnaldum de Pomars, Bertrandum de Pont[e] Petrum Moyrerii, Johannem Rogerii, Petrum Bartholomei, Johannem Rubei alias dictum Quilha, Petrum Comberti alias Columbi, dominos Raimundum Gatitani, Petrum Helias, presbiteros, Johannem Lauras, Pon. del Casser, Pon. de Bax et Isarnam, matrem fratris Raimundi de Fontaynas, prout in vestris degunt parrochiis, ut die decima post citationem vestram Avinion. in hospitio habitationis nostre personaliter compareant coram nobis super dictis articulis fidem tangentibus perhibituri testimonium veritatis, cum intimatione quod, nisi dicta die comparuerint coram nobis, contra eos per excommunicationis sententiam et alias prout inquisitionis officium postulaverit procedemus, eorumdem testium exhigente contumatia et contemptu. Quicquid autem feceritis in premissis nobis per vestras rescribentes. Reddite litteras sigillatas. Datum Avinioni, die xvj maii, anno Domini M°CCC°XXXVIJ°.

Que quidem littere citatorie fuerunt executioni debite demandate prout ex appositione sigilli capellani curati de Sancto Policarpo facta in dorso dictarum litterarum liquidum est videre.

V. Lettre d'Aymon de Caumont, Inquisiteur de Carcassonne, établissant la situation juridique du grand-père et de la grand'mère, ainsi que d'un oncle de Raymond Amélius, précédemment condamnés.

Sequitur tenor litterarum rescriptivarum missarum per dictum inquisitorem Carcassone, qui talis est :

Venerabili et magne discretionis viro domino Guillelmo Lombardi, legum doctori, canonico Mirapicensi, officiali Avinionensi, familiari domini nostri pape ac inquisitori heretice pravitatis in Romana Curia generali auctoritate apostolica deputato, Frater Aymo de Calvomonte ordinis Predicatorum, inquisitor ejusdem pravitatis Carcassonensis, cum debita reverencia et honore salutem in actore et confirmatore fidei Domino Jhesu Christo. Prudencie vestre litteras clausas in quibus exhortando me rogabatis ut sententias latas contra Ramundum (*sic*) de Fontanis, Isarnam ejus uxorem, defunctos, quondam de Limoso, et Raimumdum Sicredi de Chavanaco, vel earum copiam vobis micterem si placeret, me cum debita reverentia noveritis recepisse, super quibus verbo et facto paratum me offero in hiis et aliis fidem tangentibus vestris acquiescere exhortationibus et precibus favorabiliter et benigne. Verum quia sentencie contra predictos late continent eorum culpas valde prolixas, et non habui spatium eas faciendi transcribi subito, cum me opporteat ad sermonem gratiarum Tholose fiendum celeriter proficisci, idcirco effectum earumdem sententiarum sub compendio vobis mitto prout inferius continetur, discretionem vestram rogans ex corde quatenus habeatis me super hoc quod copiam dictarum personarum sententiarum non mitto, si placeat, excusatum. Nam si necesse fuerit, postea cum rediero, dante Deo, quod defuerit adimplere curabo.

Noveritis igitur, domine Reverende, quod, prout in libris et processibus in archivo et turri Inquisitoris Carcassone inveni plenius contineri, Burdus de Fontanis de Limoso diocesis Narbonensis condempnatus fuit post mortem suam tanquam relapsus et hereticus in morte per fratres Johannem Gualendi et Hugonem Amelii, ordinis Predicatorum, inquisitores Carcassone, sub anno Domini millesimo CC°LXXXj°, vj° idus

junii apud Limosum. — Isarda, ejus uxor, condempnata fuit ad portandum cruces et ad peregrinandum bis ad Sanctum Jacobum et semel ad Sanctum Dionisium et ad faciendum alias peregrinationes que dicuntur minores; et fuit sibi parcitum a pena muri de consilio bonorum. Et fuit injunctum passagium ultramarinum Guillelmo, filio dicte Isarde, ad requisitionem suam per duos annos nichil inibi moraturo, sub anno M° CC° LXXXIIJ, pridie nonas aprilis, in mercato Carcassonensi, per fratrem Johannem Vigorosi inquisitorem. — R^ndus^ Sicredi de Cavanaco diocesis Carcassonensis condempnatus fuit ad murum perpetuum Carcassone pro hiis que comiserat in heretica pravitate, per fratres Hericum de Chamayo et Petrum Berrunii, inquisitores Carcassone et Tholose, et dominum Bermundum Petri, officialem Carcassone, anno millesimo trecentesimo tricesimo secundo, quinto kls. octobris.

Personam vestram reverendam conservet Altissimus feliciter et de gradu in gradum promoveat ad majora. Scriptum Carcassone, feria quarta post Assencionem Domini.

VI. Audition des premiers témoins.

Qua die dictis testibus in dictis citatoriis litteris nominatis per prefatum cappellanum de Sancto Policarpo assignata, nullus ipsorum testium comparuit, et ideo fuerunt positi in contumacia et deffectu. Verum prefatus dominus inquisitor de benignitate canonica voluit et ordinavit quod dicti citati iterato una cum quibusdam aliis citandis noviter citarentur ad perhibendum testimonium veritatis, concedens citatorias litteras infra scriptas ejus sigillo a dorso sigillatas, quarum tenor inferius continetur. Medio tamen tempore, post videlicet dictam contumaciam predictorum testium et ante concessionem secundarum litterarum citatoriarum, scilicet die xvj mensis junii, dictus dominus inquisitor recepit in testes contra prefatum fratrem Raimundum super contentis in dictis articulis, infra scriptos in Romana Curia presentes, videlicet :

Dominum Petrum Rogerii, presbiterum, fratrem P. Assalhiti de ordine Predicatorum, dominum Hugonem de Salezio,

monachum et infirmarium monasterii Sancti Policarpi, R^ndum de Septem Carceribus, domicellum, diocesis Narbonensis, R^ndum Berriaci, clericum diocesis Electensis, et Arnaldum Pradas de Limoso.

Qui juraverunt ad Sancta Dei Euvangelia ab eis et eorum quolibet corporaliter tacta, puram, meram et omnimodam dicere veritatem super contentis in titulis suprascriptis contra dictum fratrem Raimundum formatis, et deposuerunt prout infra in eorum depositionibus continetur.

VII. Nouvelle citation des témoins.

Sequitur tenor dictarum secundarum litterarum citatoriarum de quibus supra facta est mentio, qui talis est :

Guillelmus Lombardi, legum doctor, etc. (*comme ci-dessus*) litteras sanctissimi patris, etc. (*comme ci-dessus*). Verum cum alique persone, etc. (*comme ci-dessus*)... mandamus quatinus ex parte nostra citetis et peremptorie fratrem Bernardum de Cassere, priorem claustralem, fratrem R^ndum de Malveriis, monachos de Sancto Policarpo, dominum R^ndum Gatitonis[1], Guillelmum Gauberti, Poncium de Casseris, Bernardum Anthonii, R^ndum Bernardi de Limoso, Poncium Escoda de Malras, Petrum Fabri de Camo, Arnaldum de Pomariis domicellum, Petrum Fabri de Sancto Policarpo, Johannem de Pocaysa, Johannem de Cardilaco, prout in vestris degunt parrochiis, ut die decima post citationem vestram Avinion. in hospicio habitationis nostre personaliter compareant coram nobis super dictis articulis fidem tangentibus perhibituri testimonium veritatis, cum intimatione quod, nisi dicta die comparuerint coram nobis, contra eos per excommunicationis sententiam et alias prout inquisitionis officium postulaverit procedemus, eorumdem testium exigente contumacia et contemptu. Quicquid autem feceritis in premissis nobis per vestras litteras rescribentes. Reddite litteras sigillatas. Datum Avinioni, die xxj junii, anno Domini Mº CCCº XXXVIJº.

Que quidem littere fuerunt executioni debite demandate per

1. Plus haut *Galitani*.

rectorem de Sancto Policarpo, prout ex appositione sigilli sui facta in dorso dictarum litterarum plene constat ac per subscriptionem per eum in dorso ipsarum litterarum facta, que talis est :

Isti sunt citati per me rectorem de Sancto Policarpo

videlicet
- Johannes de Pontayza
- dominus B. de Casere prepositus
- dominus R. Gatitonis
- Pontius de Cassere
- Petrus Fabri
- Arnaldus de Pomariis domicellus
- R^{ndus} Bernardi de Limoso
- Pontius Escuda

(Arnaldus de Pomariis domicellus, R^{ndus} Bernardi de Limoso, Pontius Escuda:) Isti sunt in guerra.

Et in signum completi mandati, sigillum ecclesie apposui.

VIII. — Audition de témoins.

Post hec, die secunda julii, dictus dominus inquisitor recepit in testem contra dictum fratrem Raimundum Rodulphum de Urbione diocesis Electensis, qui juravit ad Sancta Dei Euvangelia puram dicere veritatem, et deposuit prout infra in ejus depositione continetur.

IX. — Réception et audition de témoins.

Anno, indictione et pontificatu quibus supra, videlicet die tercia mensis julii, comparuerunt coram dicto domino inquisitore frater Bernardus del Cassere, monachus et prepositus dicti monasterii Sancti Policarpi, Johannes de Pontayza, dominus R^{ndus} Gatitonis, dicentes se citatos de mandato ipsius domini inquisitoris per rectorem de Sancto Policarpo ad perhibendum testimonium in quadam inquisitionis causa.

Et incontinenti dictus dominus inquisitor eosdem citatos et comparentes recepit in testes contra dictum fratrem R^{ndum} Amelii. Alios vero non comparentes posuit in contumacia et deffectu. Qui quidem testes, videlicet

frater Bernardus del Casser,
Johannes de Pontayza,
dominus R. Gatitonis,

juraverunt in ejus manibus ad Sancta Dei Euvangelia puram, veram et omnimodam dicere veritatem et deposuerunt prout infra in eorum depositionibus continetur.

X. — Citation lancée contre Raymond Amélius.

Anno, indictione et pontificatu quibus supra, videlicet die quinta mensis julii, prefatus dominus inquisitor in mei notarii hujus cause et Jacobi de Vadomulla et Johannis de Faia presentia dedit in mandatis Jacobo de Baolhas, cursori domini pape, quatenus iret ad domum habitationis fratris Raimundi Amelii, monachi monasterii Sancti Policarpi, et quod eum ibi vel alibi citaret ex parte sua ut die crastina in terciis coram eo compareret super quibusdam fidem tangentibus responsurus.

Qui quidem cursor iens et rediens retulit se personaliter invenisse dictum fratrem Raimundum et eum citasse juxta mandatum sibi factum, et ipsum fratrem Raimundum respondisse quod libenter assignato termino compareret.

Facta fuit predicta relatio per dictum cursorem prefato domino inquisitori, presentibus Jacobo de Vadomulla, Johanne de Faia et me notario hujus cause.

XI. — Comparution de Raymond Amélius, qui demande aussitôt un avocat avec la copie des dépositions et le nom des témoins. — Son interrogatoire.

Quo crastino, que fuit sexta dies predicti mensis julii, comparuit coram predicto domino inquisitore dictus frater Raimundus una cum quodam notario, et presentavit ac obtulit quandam papiri cedulam scriptam, quam per dictum notarium legi petiit, requisivitque de presentatione et responsione facienda per dictum dominum inquisitorem sibi fieri publicum instrumentum. Cujus quidem cedule et responsionis tenores tales sunt :

Dicit frater R^{ndus} Amelii, monachus monasterii Sancti Policarpi ordinis Sancti Benedicti, Narbonensis diocesis, ante omnia quod ipse semper fuit et est verus christianus et catholicus, et tenet firmiter et credit fidem prout sancta Romana Ecclesia tenet, docet et predicat; quod cum ipse non inveniat

qui deffendat in causa ista tangente negotium fidei nec ipse sit jurista et sic nesciat se deffendere, petit per vos dominum officialem sibi dari aliquos advocatos qui ipsum deffendant in jure. Petit etiam copiam omnium accitatorum contra ipsum et nomina testium contra eum productorum ut se deffendendi habeat facultatem, et nichilominus, cum idem monachus sit pauper, ei ministrari expensas de bonis predicti monasterii, quibus sustentari valeat et causam ducere possit. Et de predictis petit sibi fieri publicum instrumentum.

Et dictus dominus inquisitor obtulit se paratum dare dicto fratri Raimundo et concedere copiam processus et attestationum et advocatum in causa presenti secundum formam juris et juxta stilum officii inquisitionis. Voluit tamen quod, attenta informatione facta per ipsum dominum inquisitorem in qua vehementer suspectus prefatus frater Raimundus dicitur de quibusdam tangentibus officium inquisitionis, quod idem frater Raimundus respondeat et veritatem dicat medio juramento, et precepit ei incontinenti quod juraret ad Sancta quatuor Dei Euvangelia dicere puram, meram et omnimodam veritatem tam de se quam de aliis vivis et mortuis.

Qui quidem frater R^ndus^ sponte juravit in manibus domini inquisitoris ad Sancta quatuor Dei Euvangelia ab eo corporaliter tacta dicere veritatem super hiis de quibus interrogaretur per ipsum dominum inquisitorem aut ejus notarium; et deposuit prout in ejus depositione que immediate sequitur continetur.

Frater Raimundus Amelii, monachus monasterii Sancti Policarpi diocesis Narbonensis, juratus ad Sancta Dei Euvangelia puram, meram et omnimodam dicere veritatem super contentis in titulis contra eum formatis.

Et primo interrogatus quando intravit religionem monachorum et assumpsit habitum, dixit quod bene fuerunt xxxvj anni elapsi in die beati Johannis Babtiste proxime lapso.

Interrogatus si postea continue portavit dictum habitum monachorum, dixit quod sic, salvo quod bene sunt xiij vel xiiij anni

quod portavit flocum[1] de licentia Abbatis Sancti Policarpi qui nunc est.

Interrogatus qui movit eum ad portandum eum dictum flocum, dixit quod devotio.

Interrogatus si alii monachi dicti monasterii portabant flocum, dixit quod non, sed loco flochi portabant cucullam[2].

Interrogatus in quo inveniebat majorem devotionem in floco vel in cuculla, dixit quod nesciret super hoc reddere aliam rationem nisi quod videbatur ei quod esset magis honestus.

Interrogatus in quibus et quare est magis honestus flocus quam cuculla, dixit quod eo quia est magis clausus et quia in aliis monasteriis, potissime in Francia, omnes monachi portant flocos.

Interrogatus de conditione illius floci sive habitus, dixit quod erat factus ad modum habitus monachorum alborum, salvo quod est nigri coloris.

Interrogatus de quibus erat ille flocus, dixit quod de *estam*.

Interrogatus si erat pilosus, dixit quod non multum.

Interrogatus cujus coloris erat, dixit quod nigri.

Interrogatus cujusmodi raubas portabat subtus dictum habitum, dixit quod tunicas clausas.

Interrogatus quanto tempore portavit dictum habitum, dixit quod per unum annum et circa.

Interrogatus quare dimisit, dixit quod eo quia dominus Guillelmus de Morayguas dedit ei unam cucullam et quia fuit inhibitum ei per Abbatem quod non portaret.

Interrogatus si portabat sili[ci]um, dixit quod sic quandoque.

Interrogatus quanto tempore portavit, dixit quod bene decem annis, ad honorem Dei et in remissionem suorum pe[c]caminum.

Interrogatus si sequebatur regulam aliorum monachorum dicti monasterii tempore quo portabat dictum habitum, vel ante vel post, dixit quod sic ut melius poterat.

Interrogatus si portabat aliquo tempore anulos ferreos, dixit quod sic in brachiis.

Interrogatus quare portabat, dixit quod ad honorem Dei et in remissionem suorum peccaminum.

1. Vêtement à grandes manches.
2. Coule.

Interrogatus quanto tempore portavit, dixit quod quousque fuerunt confracti et putrefacti.

Interrogatus si abstinebat ab esu carnium, dixit quod sic.

Interrogatus quanto tempore, dixit quod bene decem annis.

Interrogatus quare abstinebat, dixit quod ad honorem Dei et in remissionem suorum peccaminum.

Interrogatus si adhuc abstinet, dixit quod non.

Interrogatus quare dimisit, dixit quod eo quia propter fragillitatem proprii corporis non potuit abstinere et ita medici consuluerunt ei.

Interrogatus si sequebatur regulam monasterii et statuta ac consuetudines, dixit quod sic, quando erat in monasterio, exceptis penitentiis suprascriptis.

Interrogatus si nunc sequitur, dixit quod sic quantum potest, adhiciens quod omnia supradicta faciebat de licentia sui superioris.

Interrogatus cum quibus gentibus conversabatur temporibus quibus portabat dictum habitum et faciebat suprascriptas penitentias, dixit quod plus cum monachis dicti monasterii quam cum aliquibus aliis.

Interrogatus si cum aliquibus personis extraneis conversabatur, dixit quod sic quandocumque cum aliquibus fratribus Minoribus, Predicatoribus et aliis personis secularibus, quando veniebant ad dictum monasterium.

Interrogatus cum quibus personis religiosis et secularibus extraneis plus conversatus fuit, dixit quod cum fratre Petro de Ponte, ordinis Minorum, fratre Petro Fornerii ejusdem ordinis, cum domino Guillelmo Carbonelli, domino Guillelmo Asterii, presbiteris, et pluribus aliis. de quorum nominibus ad presens non recolit, excepto de quodam presbitero de Fuxo, qui vocabatur dominus Ar^{dus}, cujus cognomen ignorat.

Interrogatus si erant veri et catholici christiani, dixit quod numquam vidit, scivit nec audivit contrarium.

Interrogatus si aliquo tempore recepit in dicto monasterio vel in cella sua aliquos beguinos vel beguinas. aut aliquas alias personas alicujus conditionis notatas de heresi vel suspectas, dixit suo juramento quod non, quod ipse cognosceret eas.

Interrogatus si aliquo tempore recepit aliquam personam portantem habitum beguinorum, dixit quod non.

Interrogatus cujusmodi habitum portabant beguini, dixit quod mantellos, et ibant discalciati et facie mortificata.

Interrogatus si aliquo tempore adhesit eorum oppinionibus et erroribus, dixit quod non.

Interrogatus [si scit] quas oppiniones tenebant, dixit quod non, nisi per auditum dici.

Interrogatus quid audivit dici, dixit quod audivit dici quod tenebant oppiniones aliquas quas ipse nesciret recitare.

Interrogatus si ipse tenebat easdem oppiniones bonas, dixit quod non.

Interrogatus de quibus audivit, dixit quod non recolit.

Interrogatus si ipse habuit vel tenuit, habet vel tenet dictam sectam beguinorum pro bona, et sancta et approbata, dixit quod non, nec aliquam sectam, que sit vel fuerit contra ecclesiam, adhiciens quod nunquam conversatus fuit nec conversatur, nec conversaretur cum aliqua persona, que esset contra ecclesiam.

Interrogatus de qua ecclesia intelligit, dixit quod de ecclesia Romana, in qua presidet dominus Benedictus papa xij.

Interrogatus si aliquo tempore favit dictis beguinis, dixit quod non.

Interrogatus si aliquo tempore visitaverunt eum beguini aut beguine, dixit quod non. Bene tamen venit ad eum pluries Bertrandus Salveti de Calhavel, videlicet quando veniebat ad ecclesiam Sancti Policarpi et oraverat infra ecclesiam, et postea visitabat ipsum loquentem; et semel venit ad dictos sanctos cum uxore sua et cum filia, et postea visitaverunt ipsum loquentem, facta eorum oratione in ecclesia.

Interrogatus si dictus Bertrandus erat beguinus, dixit quod non; ymo reputabatur communiter fidelis et catholicus christianus una cum ejus uxore et filia, et nunquam audivit, scivit vel notificatum fuit ei quod ipse Bertrandus aut ejus uxor aut filia fuissent citati per inquisitorem nec convicti[1] in aliquo.

1. Cod. : *convenci.*

Interrogatus si postea fuit condempnatus de heresi, dixit quod non, quod ipse sciverit vel audiverit.

Interrogatus de vita et conversatione dicti Bertrandi, ejus uxoris et filie, dixit quod erant bone vite et bone conversationis; et laborator et mercator dictus Bertrandus.

Interrogatus in quo habitu incedebat, dixit quod in habitu bono.

Interrogatus si incedebant induti ad modum beguinorum, dixit quod non, ymo incedebant bene et decenter induti et calciati.

Interrogatus si faciebant aliquas penitentias, dixit quod sic, jejunia indicta per ecclesiam et peregrinationes et plura alia bona.

Interrogatus quomodo hoc scit, dixit quia vidit.

Interrogatus si aliquo tempore conversatus [fuit] cum eis, dixit quod sic.

Interrogatus in quo loco, dixit quod in domo eorum propria, in monasterio Sancti Policarpi et in pluribus aliis locis.

Interrogatus si ipse visitavit eos vel eorum domos, dixit quod sic.

Interrogatus quare visitabat eos, dixit quod causa caritatis et dilectionis.

Interrogatus quare ipsi visitabant eumdem loquentem, dixit quod propter dilectionem et caritatem.

Interrogatus si quando ipsi veniebant ad eum, veniebant palam vel occulte, dixit quod palam.

Interrogatus si de die vel de nocte, dixit quod de die.

Interrogatus de tempore quo ipse visitabat eos et ipsi visitabant eum, dixit quod tempore quo morabatur in dicto monasterio et dictus Bertrandus morabatur in loco de Limoso.

Interrogatus si quando visitabat eos inveniebat aliquas personas extraneas in eorum domo, dixit quod non recordatur.

Interrogatus cum quo habitu ipse ad eos incedebat, dixit quod cum tali habitu qualem portabat in dicto monasterio.

Interrogatus si comedit in monasterio dictus Bertrandus, dixit quod sic.

Interrogatus si comedit carnes cum eis, dixit quod sic.

Interrogatus si erant alique persone comedentes cum eis, dixit quod non, nisi familiares hospicii dicti Bertrandi et ille qui cum eodem loquentem (*sic*) incedebat.

Item, dixit quod ipse conversatus fuit cum domino Arnaudo presbitero qui erat de Fuxo, qui venerat ad ipsum loquentem ad visitandum eum bene sunt xiiij anni elapsi vel circa. Debebant namque ipse loquens et dictus presbiter transfretare.

Interrogatus quanto tempore fuit cum eo, dixit quod octo diebus vel circa in monasterio.

Interrogatus si erat beguinus dictus presbiter, dixit quod non quod ipse sciret; ymo reputabatur et ipse loquens reputabat eum catholicum christianum, quia non audivit contrarium, hoc salvo quod, bene sunt tres anni elapsi vel circa, ipse loquens venit ad Curiam Romanam pro accusando Abbate suo de quibusdam, et existens in domo Abbatis Fuxensis, qui volebat tractare pacem inter dictum Abbatem Sancti Policarpi et ipsum loquentem, dictus Abbas Fuxensis dixit eidem loquenti ista verba : « Monache, monache, si mala dicitis mala audietis, quia vos conversavistis cum beguinis, et inter ceteros cum domino Ar^do^ de Fuxo (superius nominato) qui fuit accusatus. » Et ipse loquens tunc respondit dicto Abbati quod ipse non conversatus fuerat cum beguinis, nec de hoc timebat, ignorans ut dixit accusationem hujusmodi ; ymo vidit eumdem dominum Ar^dum^, bene est unus annus elapsus et dimidius, quod ipse erat in loco de Mongausi cum dicto Abbate Fuxensi, et vidit dictum dominum Arnaudum psallentem in ecclesia Fuxensi et conversantem cum canonicis et aliis presbiteris; et credit quod si fuisset accusatus sicut ei dixerit dictus Abbas, vel inventus culpabilis, quod non ita esset in dicta ecclesia Fuxensi.

Interrogatus de vita et conversatione dicti presbiteri, dixit quod bona.

Interrogatus quomodo hoc scit, dixit quod eo quia vidit et audivit tam in verbo quam in factis.

Interrogatus si alias ipsum loquentem visitavit in monasterio dictus presbiter, dixit quod non.

Interrogatus si stabat in monasterio dictus presbiter publice vel private, dixit quod publice.

Interrogatus si dicebat horas suas, dixit quod sic, et celebrabat sicut alii presbiteri in dicta ecclesia Sancti Policarpi.

Interrogatus in quo habitu incedebat, dixit quod in habitu sacerdotali bono et honesto de panno unius coloris.

Interrogatus si ipse loquens dixit aliquo tempore vel protulit aliqua verba que essent contra fidem aut ecclesiam sanctam Dei, dixit quod non.

Interrogatus si protulit illa verba contenta in articulo contra dominos cardinales, dixit suo juramento quod non, negando totaliter contenta in eodem; et si unquam dixit quod non credit, vel propter solatium, vel propter simplicitatem verba predicta, ipsa numquam dixit in condempnationem vel reprobationem Sacri Collegii, quia illud Collegium tenet et reputat pro sancto; et constitutionibus eorum sacris, una cum domino Papa Dei vicario, et ordinationibus persistit et persistet semper et predicationibus eorum vult vivere et mori, revocans dicta verba in quantum potest si contingat aliquo casu quod ipsa dixit fatue et simpliciter.

Item, dixit interrogatus quod avus suus paternus qui erat mortuus bene sunt lapsi nonaginta sex anni, fuit accusatus per aliquos ejus inimicos, post sepulturam bene per (*lis :* post) xxxvj annos ut ipse loquens dici audivit ab amicis suis de heresi, et exhumatus, et ejus ossa combusta, ejusque uxor, que se deffendit et fecit tantum quod accusatores fuerunt postea condempnati de falso et positi supra scalam.

Item, dixit verum esse quod R^dus^ Sicre, avunculus suus, est condempnatus ad peragendum penitentiam infra muros Carcassone et ibi adhuc est, secundum quod audivit dici, quia conversatus fuerat cum quodam presbitero, qui fuit de heresi condempnatus, et quia ipse Raymundus Sicre, existens in etate xij annorum, de mandato dicti presbiteri invitaverat quosdam homines qui fuerunt postea de heresi condempnati et combusti, et etiam idem presbiter fuit exhumatus et ossa sua combusta propter heresim.

Item, tradidit idem frater R^ndus^ sequentem cedulam :

Ego frater Raymundus Amelii, sentiens me innocentem a

dictis michi impositis, et esse catholicum et fidelem, et credere quod credit, ordinat, predicat sancta mater Ecclesia Romana, omnium dominum (*lis.* : domina) et magistra, vicariusque Dei in terris, videlicet dominus papa Benedictus xij et ejus Sacrum Collegium dominorum cardinalium credunt, tenent, predicant et affirmant; maxime etiam cum super ipsis non eram diffamatus usque nunc de hoc crimine vel alio, vel impetitus nisi ex quo incepi Abbatem Sancti Policarpi de suis criminibus defferre coram domino nostro, nisi fecissem adhuc, si ego voluissem facere pacem cum ipso, omnia que sunt denunciata contra me solum odii fomite sunt deposita ex parte Abbatis, dictusque Petrus Rogerii mentitur tanquam falsarius et perjurus a dictis michi impositis.

Item, protestor quod ego nescio jura canonica, civilia nec etiam sacra sancta theologia (*sic*); si aliqua dixi nec feci contra statuta ecclesie causa simplicitatis et non malicie quod ignoro fecisse, quod michi non nosceant, quia in illis non persisto; etiam si defficio pre timore necligentie in interrogationibus michi factis et faciendis, semper sum paratus me corrigere juxta ordinationem ecclesie in omnibus.

XII. — Raymond Amélius, n'ayant pas encore d'avocat, demande à être ajourné à une date ultérieure pour présenter sa défense.

Qua quidem responsione facta, dictus dominus inquisitor interrogavit eundem fratrem R^ndum^, si volebat dare aliquas deffensiones.

Et dictus frater R^ndus^ dixit et respondit quod sic, petens sibi ad hoc congruum terminum assignari.

Et dictus dominus inquisitor eidem fratri Raymundo ad dandum deffensiones suas, si quas dare voluerit, diem sabbati proximam assignavit.

Quo die sabbati, que fuit duodecima dies mensis julii, comparuit coram dicto domino inquisitore dictus frater R^ndus^ et cum non habuerit copiam advocati petiit sibi terminum prorogari.

Et dictus dominus inquisitor eidem fratri R^ndo^ petenti dictum terminum usque ad diem mercurii proximam prorogavit.

XIII. — Autre demande d'ajournement.

Anno, indictione et pontificatu quibus supra, videlicet die mercurii sexta decima mensis julii supra proxime assignata, comparuit coram dicto domino inquisitore prefatus frater R^{ndus}, asserens se non habuisse consilium super dictis suis dandis deffensionibus, cum non haberet de quo satisfaceret advocatis, et ideo petiit sibi terminum prorogari.

Et dictus dominus inquisitor de gratia speciali eidem fratri R^{do} petenti et requirenti dictum terminum usque ad diem martis proximam prorogavit, quam diem eidem pro termino assignavit.

XIV. — Comparution de Raymond Amélius, qui présente à l'Inquisiteur deux cédules de défense.

Anno, indictione et pontificatu quibus supra, videlicet die martis que fuit vicesima tertia mensis julii, comparuit coram dicto domino inquisitore dictus frater Raymundus, et juxta termini assignationem tradidit duas cedulas papireas deffensiones suas continentes, petens se admitti ad probandas illas deffensiones quas probare voluerit.

Et dictus dominus inquisitor omnia et singula contenta in dictis deffensionibus oblatis per ipsum fratrem R^{ndum} negavit fore vera, admittens easdem in quantum de jure sunt admittende et aliter non, concedens eidem fratri Raymundo petenti et requirenti quod ad probandas ipsas deffensiones testes vel alia munimenta producat quecumque voluerit, et hoc ut brevius poterit, ut negocium nullathenus per diffugia protetelur.

XV. — Première cédule de défense présentée par Raymond Amélius.

Sequuntur tenores cedularum predictarum deffensiones continentium que tales sunt.

Et primo sequitur tenor unius cedule.

Ad probandum bonam famam frater R^{ndus} monachus dat articulos infrascriptos.

Primo interrogetur Abbas si dedit licentiam fratri R^{ndo} transfretari ultra mare, nec operas facere fieri in monasterio, etiam si dedit licentiam sibi facere penitentiam nec helemosinas de ratione sua.

I. Intendit probare frater R^{ndus} Amelii, monachus monasterii Sancti Policarpi Narbonensis diocesis, quod a tempore discretionis sue et citra fuit et est homo bone fame et conversationis oneste et catholicus, et quod vixit et vivit oneste,. religiose secundum regulam Beati Benedicti et sanctam fidem catholicam, et quod de hoc fuit et est publica vox et fama in locis ubi conversatus est et conversatur.

II. *Item,* quod publica vox et fama est et fuit in loco de Sancto Polycarpo et verum est quod idem frater R^{ndus} magis operari fecit in monasterio de licentia sui Abbatis quam omnes alii monachi qui sunt in monasterio fecerunt.

III. *Item,* dicit dictus monachus quod numquam apostatavit nec de alio habitu se mutavit, et ubi fuit receptus et in alio habitu semper fuit et perseveravit, et de hoc est vox et fama publica. Si negat Abbas et ejus socius, interrogentur in quo ordine intravit nec in quo loco, eciam qui vidit ipsum cum alio habitu, nec quare recipiebat ipsum postea in suo monasterio.

IIIJ. *Item,* dixit frater R^{ndus} quod illi qui conversabantur secum in monasterio et fuerunt veri christiani et pro illis reputantur ubi sunt nati et numquam de heresi fuerunt accusati nec suspecti nec etiam portabant habitum beguinorum, scilicet mantellum de bruno. Si negat Abbas et socius, inte[r]rogentur in quo erant suspecti nec quomodo sciunt nec quando sciverunt, nec quare tantum tacuerunt, etiam quare non capiebant eos cum monacho dum erant in monasterio, nec qui sunt illi.

V. *Item,* probare intendit monachus quod illi qui veniebant ad ipsum in monasterio erant bene et decenter induti secundum statum eorum et non ad modum beguinorum; etiam veniebant et recedebant de die et de nocte, et stabant in ecclesia quando celebrabantur misse et alie hore; et aliquociens in claustro et

aliis locis, in presencia monachorum et laicorum et religiosorum qui veniebant ad ipsum ibi, predicabant verbum Dei.

vj. Primus est frater Petrus de Ponte, Petrus Fornerii de ordine Minorum et dominus Guillelmus Asterii de Limoso, rector de Sancto Vast, et dominus Guillelmus Carbonelli de Limoso, rector ecclesie de Valencia Occitane diocesis[1], Bertrandus Salveti de Callavello, uxor et filia dicti Bertrandi, dominus Arnaudus de Fuxo presbiter. Omnes isti tempore quo veniebant ad ipsum reputabantur ab omnibus veri et catholici christiani et sunt et pro illis reputantur; et numquam auditum fuit contrarium quod monachus sciat tangentem (*sic*) fidem.

vij. *Item*, dicit monachus quod quando accusavit Abbatem suum prima vice de suis criminibus et monachis malefacientibus xiij anni sunt elapsi in capitulo coram domino Archiepiscopo Narbonensi, illo tunc monachus portabat flocum de licentia sui prelati, et post recessum domini Archiepiscopi secunda die, scilicet in vigilia Assencionis Domini, Abbas intravit in capitulo et mandavit monacho animo irato quod dimitteret flocum; monachus respondit tanquam verus obediens quod paratus erat.

viij. *Item*, quod idem monachus pluries tam Abbati quam aliis monachis ministravit ecclesiastica sacramenta.

ix. *Item*, dicit monachus quod nunquam exivit de monasterio sine licencia, nisi aliquociens quando veniebat ad Curiam ad accusandum Abbatem suum et alios malefacientes. Si dicit contrarium, interrogetur Abbas quando, nec quare non capiebat ipsum quando reveniebat ad monasterium; quod non fecit unquam ; nec de hoc est vox neque fama.

x. *Item*, probare intendit monachus quod Abbas fuit accutus pro domino R^ndo^ Teneni, presbitero de Sancto Policarpo, de defloratione sororis sue, coram domino Archiepiscopo; et tunc fuit arrestatus in Narbona Abbas pro domino Archiepiscopo pro accusatione illa.

xi. *Item*, probare intendit dictus R^ndus^ quod penitencias quas faciebat de licentia sui prelati faciebat nolente perdere mer-

1. Valence-sur-Baïse, Gers.

cede[m] quam expectat habere a Deo. Contingit quod dictus R^ndus^ v. anni sunt elapsi fuit graviter infirmus in monasterio in mense augusti et in domo paterna de licentia sui prelati deportari se fecit; ibi visitabant eum medici et dominus Guillelmus Moragas, magister Berengarius Bricii de Electo, licenciatus in legibus, et dominus Arnaudus Lauroni, monachus de Electo, bacallarius in decretis. Omnes isti insimul petierunt licentiam Abbati Sancti Policarpi in capella Beate Marie Magdalene pro monacho ut posset comedere carnes propter fragelitatem (*sic*) sui corporis.

xij. *Item,* probare intendit monachus quod libenter audiebat et audit verbum divinum, celebrabat et celebrat, docet facere bonum et dimittere malum, servare mandata Dei et ecclesie.

xiij. *Item*, interrogetur Abbas si unquam magis venit monachus ad Curiam ad accusandum ipsum, si compromisit cum monacho, et quotiens et quando et quare compromitebat cum homine suspecto, cum instrumento publico, si verum erat.

xiiij. *Item*, interrogetur ad instantiam cujus est citatus hic in Curia et etiam si fuit alias citatus Abbas coram officiali Lemosi ad instanciam monachi, quare nec quando.

xv. *Item,* interrogetis ex officio vestro Abbas (*sic*) si tenuit inclusum aliquo tempore avunculum suum in monasterio, qui vocabatur Vocrago de Carcassona, qui fuit combustus tanquam hereticus a decem anni (*sic*) citra.

Item, interrogetur Abbas et Hugo de Salesio, socius ejus, si Petrus Rogerii est de parentela ipsius Abbatis et in quo gradu, neque familiaris.

Jurent Abbas et Hugo de Salesio ut non revelent unus alteri nec alicui, usquequo informacio sit facta, de verbo, facto, neque per signa, scripturas nec aliquo modo, super quo sunt examinati.

Item, petit se admitti monachus ad probandum premissa vel necessaria tantum.

XVI. — Seconde cédule de défense présentée par Raymond Amélius.

Sequitur tenor secundi rotuli sub hiis verbis :

Proponunt inimici capitales contra fratrem R^ndum^, scilicet

Abbas Sancti Policarpi et sui, Hugo de Solasio (*sic*) et sui, qui fecerunt semper factum contra monachum ex rationibus infra scriptis. Primo dicunt quod frater R^{ndus} multociens apostatavit; secundo quod idem frater beguinos occultabat in monasterio. Non est verum, salva tamen vestra reverentia. Triginta quinque anni sunt elapsi quod ipse fuit monachus factus et semper cum Abbate conversatus et cum Petro Rogerii magno tempore conversatus et nunquam de istis falsis sibi impositis fuit accusatus usque nunc. Tertio dicunt contra fratrem R^{ndum} quod ipse est homo mâle vite et male conversationis et plura alia. Omnia ista sunt falsa et non sustinenda. Si talia mendacia dicunt de illa (*sic*) que sunt clarissima lux (*sic*) diei, credendum est quód majora mendacia dicent de occultis. Quarto dicit Petrus Rogerii quod monachus dicit quod omnes cardinales sunt in statu dampnacionis. Primo dicit frater R^{ndus} ad informacionem domini officialis quod Petrus Rogerii, de Constanciano presbiter, invenit perjurus in depositione sua. Interrogatus si est de parentela Abbatis nec familiaris, respondit quod non, cum tamen mater ipsius Petri sit consobrina germana Abbati. Fuit et est cum ipso continue per viginti annos ut ipse dicit in alio loco in processu domini Petragoricensis.

Item, dictus Petrus est concubinarius, latro convictus per officialem Limosi et falsarius, quia illo tempore quo deponit contra monachum ipse nec monachus non erant in Avinione quando debuit dicere illa verba de dominis cardinalibus, quod est falsum. Et ideo non est credendus; et ad alium finem nec dixerunt nec dicunt, nisi quod omnes cardinales essent pro Abbate et contra monachum.

Petrus Rogerii ex parte Abbatis et monachus compromiserunt in Avinione in domo Abbatis Fuxi, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo nono, xıj die mensis aprilis; et in crastinum Petrus Rogerii et monachus exierunt de Curia; dictus Petrus deposuit contra monachum anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo sexto, quarta die mensis maii. Postea fuit monachus per v. annos continue in monasterio.

Item, dictus Petrus Rogerii, qui invenitur primus in depositione sua, informavit quinque testes in prima depositione.

Primus Arnaldus Montanerii, serviens marescalli istius ville; secundus R^{ndus} Gatitoni, presbiter de Sancto Populo (*sic*); tertius Hugo de Salesio, infirmarius Sancti Policarpi; quartus Petrus Morerii de Sancto Policarpo; quintus frater Bernardus de Casser, prior et prepositus Sancti Policarpi. Dicit quod audivit a Petro Rogerii, in presencia plurium in Sancto Policarpo, quod frater R^{ndus} dixerat Avinion. in ecclesia Beate Marie de Doms quod omnes cardinales erant in statu dampnationis: omnes isti prenominati dicunt quod ipsi et alii fuerunt informati a dicto Petro in prima depositione; timens etiam quod in secunda fecerit et non dubitat.

Item, dictus Petrus in prima depositione sua nescivit nominare testes, qui cum eo erant in ecclesia Beate Marie de Domps, ut ipse dicit quando monachus debuit dicere illa verba; quod est falsum.

Item, Petrus Rogerii venit et fuit nuncius quando vos, pater, mittebatis pro processu facto coram domino cardinali Petragoricensi; ipsemet portabat copiam et habuit; unde credendum est quod cum illa copia informavit se ipse et alter de hospicio vestro, quem non est ausus nominare monachus, minabantur predictum monachum de articulis datis contra ipsum monachum.

Item, a tresdecim annis citra dictus frater R^{ndus} multociens venit ad Curiam ad accusandum Abbatem suum et ibi tractabatur pax inter partes cum instrumento publico et recedebat monachus ad monasterium. Si sciebant ipsum talem qualem ipsi dicunt, quare compromittebant cum monacho Abbas, conventus et Petrus Rogerii, qui erat tunc procurator Abbatis et conventus? Similiter, anno preterito volebant similiter cum monacho compromittere antequam esset propositum coram domino nostro Papa et post. Tamen monachus non fuit ausus consentire timens de reprehensione domini nostri Pape.

Item, dictus Abbas et sui tanquam inimici capitales fratris Raymundi dabant vel promittebant uno homini, quem est paratus nominare si necesse fuerit quando erit tempus, centum libras, ut occideret dictum fratrem R^{ndum}.

Item, anno preterito dabant aliquam falsam informationem

contra predictum fratrem Raymundum locumtenenti officiali[s] Limosi; et ipse noluit recipere videns maliciam eorum.

Item, anno preterito frater Guillelmus Vesiani, monachus ejusdem monasterii, furatus fuit calices in monasterio ut dicitur. Abbas intravit in capitulo ad querendum calices et protulit ista verba quod aliqui erant ibi qui darent animum (*sic*) diabolo ante quam ipse non inveniret predictos calices. Paulo post dictus frater Guillelmus fuit captus et destruebat ipsum cum tormentis ad finem ut accusaret ipsum fratrem R^{ndum}, qui de talibus non est diffamatus.

Presumendum est quod Abbas et sui facerent omne malum contra monachum.

Item, minantur ipsum fratrem R^{ndum} occidere si non possunt cum capitulis confundere; et jam quemdam amicum suum in villa Sancti Policarpi crediderunt occidere, nisi esset concursus populi, xxvj die januarii.

Item, Arnaldus Montanerii de Tribus bonis[1], qui est de parentela Abbatis, serviens marescalli istius ville, est inimicus capitalis fratris R^{ndi}; minatus est occidere bis hoc anno monachum amore Abbatis.

Item, Arnaldus Bartholomeus de Sancto Policarpo, presbiter, est suspectus monacho, quia Abbas habuit a sorore dicti Arnaldi duas filias, quam sororem deffloravit dictus Abbas.

Item, dominus R^{ndus} Teneni de Sancto Policarpo, presbiter, idem, quia idem Abbas deffloravit sororem dicti R^{ndi}, et tenuit eam magno tempore pro concubina.

Item, Bernardus Anconi de Sancto Policarpo diaconus est sibi suspectus, quia dictus Abbas deffloravit et tenuit et tenet eam concubinam et ab ipsa habuit et habet unam filiam, quod etiam de consensu dicti B.

Item, Johannes de Cardilaco, commorans in Sancto Policarpo, est inimicus capitalis fratris R^{ndi} pro eo quia Abbas deffloravit sororem uxoris dicti Johannis.

Item, Bernardus Solanesii de Sancto Policarpo, idem, pro eo quia Abbas deffloravit filiam suam comittens in sextu[m],

1. Trèbes, Aude.

quia ante tenuerat consobrinam germanam dicti Bernardi Solanesii, que vocatur Martina, uxor Petri Landrini ejusdem loci.

Item, Bernardus Bruneti de Sancto Policarpo idem, ex eo quia Abbas defloravit uxorem dicti Bernardi, antequam ipse haberet eam in uxorem, et postea Abbas fecit tractare quod dictus Bernardus acciperet eam in uxorem. Omnia ista et plura alia fuerunt proposita coram domino nostro ex parte monachi; et quasi videntur esse probata in processu facto coram domino Petragoricensi, et ideo Abbas est citatus.

Item, propter propositionem factam coram domino contra Abbatem, frater Abbatis dedit XL libras in redditibus et faciet adhuc magis, qui non impedit monachum. Et ideo ex rationibus dictis et que dicentur, Abbas et sui vellent omnino qualicumque modo monachum confundere. Similiter omnes desuper nominati et amici eorum faciunt partem contra monachum, quia timent perdere Abbatem; ab ipso Abbate habebant quicquid volebant et sunt tales qui reputabant se pro honorati (*sic*) quando Abbas volebat comittere illud peccatum cum filia, sorore vel uxore.

Item, dominus Arnaldus Rossi, presbiter de Verselano[1], est suspectus monacho, quia fuit et est medicus ipsius Abbatis, et dictus Arnaudus habet cum Abbate talem amicitiam quod tenebat sororem ipsius Abbatis ipso sciente, ut audivit dici monachus a pluribus.

Item, Petrus Helie, presbiter de Sancto Policarpo, mater, soror, fratres suos (*sic*) sunt inimici dicti monachi, pro eo quia frater Abbatis tenuit, tenet sororem dicti Petri Helie que vocatur Saurimunda, pro concubina XX^{ti} annos (*sic*) et ultra; etiam defloravit eam; et quod pejus est, dicitur quod ante habuerat matrem quam filiam, et magis quod dicta Saurimunda est filiola fratris Abbatis.

Item, Johannes Fabri, presbiter de Malveriis[2], est inimicus dicti monachi. Dictus Johannes stetit cum monacho per magnum tempus in monasterio; et postea fuit dictum malum

1. Verzeille, Aude.
2. Malviès, Aude.

de dicto Johanne a monacho quod non se bene haberet de aliquibus monachis, tam cito dedit sibi congedium de hospicio suo. Ab illa die factus est inimicus ejus et Hugo de Salesio recepit eum in hospicio suo pro despectu fratris R^ndi^.

Item, magister Poncius de Sancto Benedicto, notarius, est compater fratris ipsius Abbatis, et est pauper et fuit dives; de falso est et fuit multociens accusatus et incarceratus et credit etiam condempnatus.

Item, magister Petrus Textoris, notarius de Limoso, idem; et est procurator Abbatis, de falso condempnatus.

Item, Bernardus Tavanerii de Limoso est inimicus capitalis R^ndi^ Amelii de Limoso, qui dictus R^ndus^ est frater R^ndi^ monachi.

Item, Bernardus Gauberti, clericus de Sancto Policarpo, filius R^ndi^ Columbi, mater sua et fratres sui sunt inimici ipsius monachi, et modo sunt duo anni quod habuerunt bricam (?) ad invicem; et cum Johanne, barbitonsore Sancti Policarpi, similiter, quod dictus barbitonsor volebat prandere in camera dicti fratris R^ndi^ contra voluntatem suam; et monachus noluit sustinere; ab illa die inimicus factus est dicti fratris R^ndi^.

Guiraldus Servolli de Limoso est procurator Abbatis et est de illis qui semper tractaverunt malum in hospicio fratris R^ndi^.

Item, dominus R^ndus^ Gatitoni testis juratus pro parte Abbatis et contra monachum dicit in depositione sua quod monachus volebat semel dare de gladio per ventrem, quod est falsum; ymo ipsi injuriant monachum fortiter, ita quod monachus fuit conquestus officiali Limosi, et postea monachus fuit rogatus quod dimitteret eum stare. Monachus nolens reddere malum pro malo dimisit acusationem per ipsum factam contra dictum presbiterum, ita quod ab illa die factus [est] inimicus capitalis fratri R^ndo^.

Item, dictus presbiter tempore quo Abbas, Hugo de Salesio litigabant cum Amalrico de infirmaria, predictus presbiter dabat xij petias auri uni homini quem monachus est paratus nominare quando volueritis, ut occideret ipsum monachum vel destrueret in itinere Limosi.

Item, probare intendit quod infirmarius Sancti Policarpi,

Hugo de Salesio et sui sunt inimici capitales a decem annis citra fratris R[ndi] ex rationibus que sequntur. Primo quia monachus et frater Guillelmus de Acxoneribus venerunt ad Curiam decem anni fuerunt in festo Pentecostes ad accusandum Abbatem; secundo quia in festo Pentecostes fuerunt quatuor anni quod Amalricus de Pulcro castro, monachus monasterii Sancti Policarpi, impetraverat a domino nostro papa Johanne XXII primum beneficium vacaturum; contingit quod beneficium infirmarie vacavit per mortem domini G. Pontii; Abbas contulit dictum beneficium Hugoni de Salesio, et dominus noster Papa contulit illa die similiter dicto Amalvino (*sic*), et infra octo dies Amalricus acceptavit infirmariam, ita quod litigium fuit magnum inter Abbatem, Hugonem ex una parte et Amalricum ex altera. Frater R[ndus] sustinebat Amalricum qui erat de parentell[a] sua in quantum poterat de jure suo. Ab illa die fuit magis animatus dictus Hugo contra fratrem R[ndum]; tres anni sunt elapsi quod fecit Hugo de Salesio talem proditionem fratri R[ndo]: fecit ipsum R[ndum] ire ad Curiam ad accusandum Abbatem suum, ita quod quando monachus fuit in Curia tractavit cum Abbate ut reciperet sibi unum nepotem; ita factum fuit; quare credit monachus quod omnem falsitatem faceret et consentiret contra ipsum.

Item, infirmarius Hugo de Salesio est inimicus capitalis ipsius monachi, et fuit semper modo magis, quia dictus Raymundus accusavit ipsum Abbatem coram domino nostro Papa, quod ipsi nolebant providere infirmario; ymo dictus Amalricus supra nominatus dimiserunt mori de fame, cum dictus infirmarius teneatur providere in omnibus infirmis, excepto de medico quem debet habere Abbas; dictus Hugo est nepos scilicet Abbatis Fuxensis, qui est de parentela Abbatis Sancti Policarpi, Abbas Fuxi facit partem contra monachum semper cum Abbate ipso cum suis conspirationibus et tota familia; quare non sunt ad testimonium admittendi.

Item, quarto, anno preterito tanquam homo plenus iniquitatis fecit dictus Hugo corrupere et falsari processum factum coram domino cardinali Petragoricensi ut dicitur, et confidens de proditione per ipsum facta, incontinenti quando fuit in mo-

nasterio fregit hospicium fratris R^ndi : ante non erant ausi, cum ipse esset sub protectione domini nostri Pape, et dicebant hic et inde : « Tantum fecimus quod dictus R^ndus erit incarceratus. »

Item, quinto, cum dictus Hugo faciat partem contra monachum et sit homo male vite, habuit et tenuit sororem Petri Rogerii presbiteri, postea aliam que vocabatur Anglectina, que est de parentela dicti Petri Rogerii. *Item*, est procurator Abbatis et perjurus in deposicione sua et in aliis locis.

Item, proposuit monachus coram domino nostro contra fratrem Bernardum et R^ndum de Malveriis, monachos monasterii Sancti Policarpi. Isti et omnes alii monachi sunt suspecti fratri R^ndo exceptis duobus, quia omnes [sunt] faventes et procuratores Abbatis vel Hugonis, et faciunt partem contra fratrem R^ndum expresse in omnibus.

Item, Poncius de Sales, Guiraut Beneseit de Pamias, *dausel*[1], Bertran del Mercier et omnes alii qui sunt et fuerunt de familia Abbatis Fuxi et Sancti Policarpi, et Hugonis de Salesio, sunt suspecti monacho ex rationibus supradictis.

Item, requirit monachus instanter quod conceditur sibi remissio ad partes si necesse sibi fuerit, ut possit probare necessaria.

Item, compellatur Abbas reddere omnes litteras et instrumenta sua, quas habet vel habuit de teca dicti monachi vel aliis locis, ut possit probare monachus in parte famam suam.

Protestat (*sic*) monachus quod possit ante et post publicationem testium magis declarare contra istos et alios testes dicere et facere que erunt facienda ad deffensionem suam, si necesse fuerit.

Item, Reverende Pater, ad informationem vestram dicit monachus quod in articulis vobis traditis contra ipsum continetur quod ipse dixit quod secta beguinarum erat magis placens Deo et sanctis patribus, et specialiter pro eo quia evitabant proprium habere et evitabant tenere equos et domicellos, quam secta quam tenent hodie Papa et alii prelati.

1. Damoiseau.

O Reverende domine, audiatis contrarium, quomodo confundant seipsis et placeat vobis quod non destruatur propter ejus potentiam. Testes qui fuerunt producti contra monachum coram domino Petragoricensi dicunt quod monachus erat proprietarius, quia tenebat vasa argentea, habebat vineas et recolligebat vina, et hospicia etiam habebat in Sancto Policarpo. Prima et secunda depositiones sunt false, salva tamen vestri reverencia. Dicit monachus quod ipse erat tanquam nichil habens et omnia possidens, vasa argentea, vineas (*sic*) et hospicia omnino ista erant et sunt fratri suo; et quando erat aliquid necesse de bonis suis, sui recipiebant tanquam suum; et si teneret illam oppinionem vobis datam et denunciatam contra fratrem R^ndum^, non teneret que dicta sunt nec reciperet vestiarium generale et alia sicut alii monachi recipiunt in monasterio; monachus recipiebat sibi necessaria et alia dabat parentibus et pauperibus, sicut alii boni monachi et prelati faciunt; tenebat duos nepotes suos in monasterio induci ad modum scutiferorum.

XVII. Comparution de Raymond Amélius, qui présente une troisième cédule de défense, dont le texte suit.

Anno, indictione et pontificatu quibus supra, videlicet die secunda mensis augusti. Existens et comparens personaliter coram prefato domino inquisitore dictus frater Raymundus Amelii detulit et tradidit ei quandam papiri cedulam scriptam, quam inseri petiit in presenti processu, una cum responsione quam faciet ipse dominus inquisitor super contentis in eadem cedula, cujus quidem cedule tenor dinoscitur esse talis :

Contra inquisitionem per vos dominum officialem formatam contra fratrem Raymundum, monachum monasterii Sancti Policarpi, et contenta in ea dicit idem frater R^ndus^ quod ipsa inquisitio fieri non debet nec potest de jure per vos, nec alias est talis quod super ea aliquis processus formari potuerit vel debeat. Primo quia ipsa inquisitio formata est ad instanciam et suggestionem Abbatis ipsius fratris R^ndi^, cum Abbas hoc faciat provocatus, et ut ipsum fratrem R^ndum^ retrahat et impediat pro-

sequi accusationem et denunciationem per se factam de diversis coram domino nostro in consistorio de ipso Abbate et longo tempore comissam (*sic*), primo domino Petragoricensi super infamia, secundo domino Eduensi de causa principali; et sic ipse Abbas presumitur ejus inimicus. Si enim de predictis vult Abbas exeptiones dare contra ipsum fratrem R^{ndum}, proponat eas coram domino Eduensi, cui est negocium principale comissum, sicut fecit a principio coram domino Petragoricensi qui cognoscebat de infamia ipsius Abbatis; et coram eo in testes producti fuerunt illi qui dicuntur coram vobis producti.[1]

Item, dicit dictus frater R^{ndus} quod inquisitio est talis quod ex ea non potest formari processus. Quantum enim ad primum capitulum inquisitio ipsa non continet quis fuerit ille inquisitor nec quo tempore inquisitum fuit, nec de qua specie heresis contra nominatos in ea, et alias quia tamen ad hoc ipsa inquisitio videtur esse impertinens. *Item,* in quantum dicit quod frater R^{ndus} apostatavit, non dicit ubi vel quando, nec quem habitum portavit, nec causam quare nec quomodo, et quare Abbas revocabat eum. *Item,* non potest Abbas nunc de istis ipsum fratrem R^{ndum} inpetere, qui tanto tempore tacuit et mores suos approbavit. *Item,* in quantum dicit inquisitio quod bechinos tenuit, non dicit ubi vel quando, vel qui essent illi bechini vel quales; et etiam ubi dicitur quod frater R^{ndus} comendavit sectam bechinorum, non dicit ubi vel inter quos, vel quando, nec ubi de hiis sit fama, nec qui fuerunt illi cardinales de quibus dicitur illa verba dixisse, nec quando nec qui erant presentes vel qui audiverunt. *Item,* dicitur in Avinione dixisse illa verba et inquisitio dicit alibi, in locis scilicet remotis esse famam non in Avinione. Unde cum inquisitio sit generalis et obscura et incerta, dicit dictus frater R^{ndus} super ea non esse procedendum, et petit se ab ea absolvī; et predictas exceptiones quatenus in facto consistant et sibi de jure incumbat offert se dictus frater R^{ndus} legitime probaturum.

Item, dicit idem frater R^{ndus} quod cum ut dicitur contra ipsum super dicta inquisitione eo tamen non vocato fuerunt testes recepti et examinati, petit copiam dictorum et nominum

ipsorum testium, ut videre possit qui sint et quales, et quid contra ipsum dixerint, et sic deliberare quid habeat facere.

XVIII. — **Audition des témoins produits par Raymond Amélius pour prouver les articles contenus dans les cédules de sa défense.**

Et dictus dominus inquisitor dixit et respondit quod ipse volebat habere copiam ejusdem cedule, ut deliberare posset super ea. Cujus quidem cedule copia fuit incontinenti eidem domino inquisitori per dictum fratrem R^ndum^ tradita et oblata. Et idem dominus inquisitor eidem fratri R^ndo^ diem lune proximam in terciis ad audiendam responsionem suam super contentis in dicta cedula assignavit, et quod dicta die comparere debeat coram eo.

Preterea cum idem dominus inquisitor vaccare non posset propter occupationem servicii domini nostri pape et propter alia ardua negocia, ad receptionem et examinationem testium producendorum per dictum fratrem R^ndum^ super deffensionibus sive articulis deffensoriis per eum supra oblatis, comisit michi Fulcrando, notario Inquisitionis, ut testes quos dictus frater R^ndus^ producere voluerit ad probandos dictos articulos deffensorios recipiam et medio juramento examinem cum interrogatoriis opportunis.

Et post predicta, dictus frater Raymundus produxit in testes ad probandandas (*sic*) dictas deffensiones sive earum aliquas testes infrascriptos, videlicet

dominum Guillelmum Carbonelli, rectorem de Valentia,
fratrem Johannem Capellerii, ordinis Minorum,
fratrem Arnaudum Maurini, ordinis Minorum,
dominum Petrum Jovini, priorem de Sancto Genesio Avinion.,
Bernardum de Bolquiera domicellum,

citatos per Galhardum Esquinati, servientem officii Inquisitionis, de mandato per me notarium sibi facto, et personaliter inventos prout retulit viva voce.

Qui juraverunt ad Sancta Dei Euvangelia puram, meram et omnimodam dicere veritatem super contentis in dictis articulis

deffensoriis seu aliquibus eorumdem, prout idem frater R^ndus^ Amelii voluerit; et deposuerunt prout infra in eorum depositionibus continetur.

XIX. — Raymond Amélius est ajourné à dix jours pour entendre la réponse de l'Inquisiteur sur sa défense, et au mercredi suivant pour répondre en attendant sur quelques articles.

Post hec, anno, indictione et pontificatu quibus supra, videlicet die lune quarta mensis augusti dicto fratri R^ndo^ superius assignata, comparuit coram dicto domino inquisitore dictus frater Raymundus paratus, ut dicebat, audire responsionem dicti domini inquisitoris faciendam super contentis in cedula per eumdem fratrem Raymundum superius reddita et oblata.

Et dictus dominus inquisitor, visa et perlecta cedula tradita per dictum fratrem R^ndum^ et contentis in eadem, respondit et obtulit se paratum audire juxta juris formam et stilum officii Inquisitionis heretice pravitatis dictum fratrem R^ndum^ super suis deffensionibus jam traditis et tradendis si tradere voluerit, necnon et testes recipere super eisdem deffensionibus traditis et tradendis juxta juris formam et stilum officii Inquisitionis; et ad probandum suas deffensiones traditas, si probare voluerit, terminum decem dierum eidem fratri R^ndo^ assignavit et interim quandocumque, voluitque etiam quod testes contra eundem fratrem R^ndum^ audiantur et inquirantur. Et mandavit etiam dicto fratri R^ndo^ ibidem presenti quod die mercurii proxima infra terciam compareat coram eodem domino inquisitore responsurus super quibusdam articulis et interrogatoriis faciendis eidem, non obstantibus exeptionibus traditis per eundem, quia in dicto Inquisitionis officio proceditur summarie et de plano, non servato juris ordine in omnibus, maxime ubi proceditur ex officio, sicut hic proceditur contra eundem fratrem R^ndum^, et non ad instantiam neque suggestionem dicti Abbatis, sed hoc facit dictus dominus inquisitor ex officio suo et pro zelo fidei informatione precedente contra eundem fratrem R^ndum^, offerens se dictus dominus inquisitor

dare nomina testium ac etiam eorum depositiones in causa presenti auditorum post dictorum testium depositionum publicationem.

XX. — Comparution de Raymond Amélius le mercredi susdit ; il est renvoyé à huit jours.

Anno, indictione, et pontificatu quibus supra, videlicet die mercurii sexta mensis predicti augusti eidem fratri R^ndo supra proxime assignata, comparuit coram dicto domino inquisitore dictus frater R^ndus.

Et dictus dominus inquisitor ex causa diem presentem ad idem eidem fratri Raymundo ad octo dies proximos prorogavit, alio termino supra assignato eidem fratri R^ndo ad probandum suas deffensiones traditas in suo robore duraturo.

XXI. — Comparution de Raymond Amélius, qui présente une cédule tendant à démontrer l'illégalité de la double assignation dont il est l'objet.

Anno, indictione et pontificatu quibus supra, videlicet die tercia decima mensis augusti supra proxime assignata, comparuit coram dicto domino inquisitore prefatus frater Raymundus et obtulit quandam modicam papiri cedulam, cujus tenor talis est :

Dicit frater Raymundus quod simul a vobis, domine officialis, recepit duos terminos, unum ad dandum et probandum deffensiones suas, scilicet decem dierum, et alium ad diem mercurii hodiernam ad respondendum certis articulis et interrogationibus. Cum tamen una dilatione pendente alius terminus dari non debeat, et non debeant simul termini inculcari et hoc sibi salvo ad probandum quod de contentis in inquisitione vestra facta contra ipsum fratrem R^ndum fuerunt date exceptiones coram domino Petragoricensi pro parte Abbatis sui, sicut plenius in datis coram vobis continetur, et sic quod dictus Abbas ipsam inquisitionem prosequitur et promovet, producit ipse frater R^ndus processum super hoc habitum coram domino Petragoricensi predicto, et petit per vos mandari pro ipso processu qui de hoc fidem faciet. Quantum ad secundum terminum quem

habet quod respondeat certis articulis et interrogationibus hodierna die mercurii, dicit ipse frater Raymundus quod alias respondit inquisitioni per vos contra eum formate et contentis in ea, nec de aliis articulis vel interrogatoriis fuit sibi aliquid dictum tunc vel prius vel postea. Unde cum ignoret qui sint, petit ante omnia copiam ipsorum articulorum et interrogatoriorum, ut possit super eis deliberare et consulte agere.

Petens super contentis in dicta cedula per dictum dominum inquisitorem responderi.

Et dictus dominus inquisitor dictam termini assignationem factam eidem fratri Raymundo ad diem presentem ad respondendum articulis sive interrogationibus eidem faciendis ex causa revocavit, salvo et reservato quod quandocumque voluerit possit eundem fratrem R^ndum^ interrogare super dictis articulis sive interrogationibus eidem fratri R^ndo^ faciendis. Terminum vero quantum ad deffensionum probationem sibi assignatum ad alios decem dies proximos ad probandum dictos articulos suos deffensorios prorogavit.

XXII. — Comparution de Raymond Amélius avant le terme assigné. Il présente une cédule, niant la légalité de la poursuite et protestant contre l'assignation dont il est l'objet, puisqu'il n'a pas encore reçu communication des noms des témoins.

Anno, indictione et pontificatu quibus supra, videlicet die decima octava mensis augusti, comparuit coram dicto domino inquisitore dictus frater R^ndus^, ante assignationem termini supra sibi factam, et obtulit quandam papiream cedulam scriptam, petens per eundem dominum inquisitorem super contentis in eadem cedula sibi fieri responsionem. Cujus quidem cedule tenor dinoscitur esse talis :

Dicit frater Raymundus Amelii, monachus monasterii Sancti Policarpi Narbonensis diocesis, quod alias petiit et nunc petit a vobis, domine officialis, ut pro processu habito coram domino Petragoricensi inter Abbatem suum et ipsum fratrem R^ndum^ mitteretis et mittatis, ut per ipsum appareret et appareat inquisitionem per vos formatam non procedere, quia ad instantiam

Abbatis sui facta est, ut probatur per ipsum processum, in quo continetur quod pro parte Abbatis fuerunt date exeptiones contra ipsum fratrem R^ndum^, continentes contenta in dicta inquisitione. Et testes ibi examinati dicuntur etiam examinati coram vobis prout in datis coram vobis plenius continetur. *Item*, dixit et dicit quod ipsa inquisitio non procedit cum sit incerta et obscura, quia non continet tempus, loca nec personas, prout in dictis per eum coram vobis continetur, que vult hic pro repetitis haberi; quare petiit et nunc iterum petit se ab ea absolvi et pronunciari vigore ipsius procedendum non esse. *Item*, dicit quod vos ad faciendum deffensiones suas sibi terminum assignastis cum nondum sint testes publicati nec dictorum et nominum ipsorum copiam habuerit; quare ipsum terminum petit revocari.

Et dictus dominus inquisitor assignavit ut supra eidem fratri R^ndo^, dicens quod ante publicationem testium non dantur nomina pro deffensionibus faciendis nec deffensiones consueverunt fieri post publicationem testium nisi cum instrumentis; set testes consueverunt reprobari. Quare assignavit ut supra.

XXIII. — **Raymond Amélius produit de nouveaux témoins qui sont admis et déposent.**

Anno, indictione, pontificatu quibus supra, videlicet die quarta mensis octobris, comparens coram dicto domino inquisitore prefatus frater Raymundus Amelii produxit in testes, videlicet

fratrem Petrum de Ponte ordinis Minorum,

Guillelmum Aruffati,

citatos per cappellanos curatos de Limoso et de Sancto Policarpo, ut ipsi iidem testes asserebant, de mandato dicti domini inquisitoris eisdem cappellanis litteratorie facto, quarum quidem litterarum per dictum fratrem R^ndum^ obtentarum tenor inferius continetur.

Qui juraverunt ad Sancta Dei Euvangelia puram dicere veritatatem super hiis de quibus interrogati fuerint ad probandos articulos deffensorios suprascriptos; et deposuerunt prout infra in eorum depositionibus continetur.

XXIV. — Raymond Amélius produit deux nouveaux témoins qui sont admis à être interrogés sur les articles qu'il présente.

Post hec, die sexta mensis octobris, produxit idem frater R[ndus] in testes

dominum Bermundum Morerii, presbiterum,

et Paulum Gomberti,

eodem modo citatos. Qui juraverunt ad Sancta Dei Euvangelia puram dicere veritatem, et deposuerunt prout infra in eorum depositionibus continetur.

Eadem die idem frater R[ndus] produxit in judicio coram dicto domino inquisitore quandam papiri cedulam scriptam, petens dictos duos testes proxime precedentes audiri super contentis in ea et examinari, cujus tenor inferius continetur.

Et dictus dominus inquisitor dictam cedulam admisit in quantum de jure esset admittenda, concedens quod dicti testes et alii super ea producendi, si qui producendi sint, audiantur et examinentur cum interrogatoriis opportunis.

XXV. — Articles sur lesquels les deux témoins précédents sont admis à être interrogés.

Sequitur tenor dicte cedule, qui talis est :

Dixit frater R[ndus] quod publica vox est, fama est in Sancto Policarpo et alibi quod Abbas vel sui corrumpunt, subornant et informant testes productos contra ipsum fratrem Raymundum, et indegant hinc inde testes qui dicant ad voluntatem eorum et contra ipsum fratrem R[ndum] et expresse faciunt partem de verbo et de facto contra ipsum in presenti causa diu est et dicunt minando testibus productis per ipsum fratrem R[ndum] quod caveant quid dicent.

Item, dicunt quod ipsi habebunt copiam de omnibus et habuerunt copiam de littera citationis quando amici ipsius monachi citaverunt testes productos coram vobis.

Item, dicit quod istis falsis impositis non erat nec est diffamatus; ymo dicunt gentes et clamant quod peccatum est talia

facere nec dicere de ipso monacho qui conversatus fuit cum Abbate et conventu tanto tempore sine aliqua accusatione tanquam bonus religiosus.

Item, dicit quod fama est in Sancto Policarpo quod procuratores Abbatis promittebant fratri Guillelmo Vesiani viginti quinque libras ut deponeret ad voluntatem eorum contra ipsum fratrem Raymundum.

Item, publica vox et fama est in eodem loco quod Petrus Rogerii presbiter, filius consanguinee germane Abbatis Sancti Policarpi, cum suis complicibus voluit occidere Guillelmum Arrufati de dicto loco anno preterito ex odio dicti fratris Raymundi.

Item, dicit, sustinet et predicat dictus Petrus Rogerii hereticum in Sancto Policarpo, quod pueri quos tenebat et tenuerat dictus frater R^ndus^ ad babtismum non recipiebant verum babtismum, ymo nec erant babtizati.

Item, publica vox de fama est in Sancto Policarpo quod si non possunt ipsum monachum confundere cum capitulis, quod facient ipsum occidere.

Has autem ex[c]eptiones quantum in facto consistunt et sibi probandi onus incumbit se offert idem frater R^ndus^ legitime probaturum, non astringens propterea se ad superflua[m] probationem. Protestatur etiam quod premissa possit corrigere et declarare et alia de novo dare.

XXVI. — Comparution de témoins cités déjà au mois de juillet précédent; ils font leur déposition.

Anno, indictione et pontificatu quibus supra, videlicet die sexta decima mensis predicti octobris, comparuerunt coram dicto domino inquisitore Pontius del Casser, Johannes Fulqueti, dominus R^ndus^ de Malveriis, monachus monasterii Sancti Policarpi, citati per cappellanos curatos infrascriptos de mandato dicti domini inquisitoris litteratorie facto, prout de hujusmodi mandato constat per litteras patentes dicti domini inquisitoris et ejus sigillo sigillatas, quarum tenor inferius continetur, prout in respectivis litteris ipsorum cap-

pellanorum continebatur, quorum tenor inferius continetur. Qui juraverunt ad Sancta Dei Euvangelia puram dicere veritatem super contentis in titulis suprascriptis contra dictum fratrem R^ndum formatis et deposuerunt prout infra in eorum depositionibus continetur.

XXVII. — Lettre de citation lancée par l'Inquisiteur contre les témoins précédents.

Sequitur dictarum litterarum a dicto domino inquisitore emanatarum necnon et rescriptivarum missarum per cappellanos curatos in eis nominatos, quarum tenores tales sunt :

Guillelmus Lombardi, legum doctor, canonicus Mirapiscensis, officialis Avinionensis, generalis inquisitor in Romana Curia heretice pravitatis per Sedem Apostolicam deputatus, discretis viris et in Christo sibi carissimis universis et singulis cappellanis curatis ecclesiarum parrochialium civitatum et diocesum Narbonensis et Carcassonensis ad quos presentes littere pervenerint et eorum cuilibet seu locatenentibus eorumdem, salutem in Domino Jhesu Christo catholice fidei fundamento et mandatis nostris ymo verius apostolicis firmiter obedire. Litteras Sanctissimi Patris et domini nostri domini Benedicti divina providente clementia pape xij, nos noveritis recepisse quas vobis non mittimus set die inferius assignanda faciemus petentibus plenam fidem. Quarum auctoritate vobis et vestrum cuilibet qui super hoc fueritis requisiti precipimus et mandamus in virtute sancte obedientie et sub excommunicationis pena quam in vos et vestrum quemlibet canonica monitione premissa in hiis scriptis ferimus nisi feceritis que mandamus, quatenus ex parte nostra citetis et peremptorie Guillelmum Bernardi de Malveriis[1], R^ndum Mota de Monte Regali[2], Petrum de Camo, Pontium del Casser[3], dominum Arnaudum Ruffi presbiterum, dominum Alguerium presbiterum de Rivis[4],

1. Malviés, Aude.
2. Montréal, Aude.
3. Les Cassés, Aude.
4. Rieux-en-Val, Aude.

Johannem Fulqueti, R[ndum] de Lioc[1], Johannem Amalrici, Petrum Morerii, Bartholomeum Gaysac, Bernardum de Malveriis et ejus fratrem et dominum R[ndum] de Malveriis, monachum monasterii predicti Sancti Policarpi, prout in vestrorum cujuslibet degunt parrochiis, ut die decima post citationem vestram Avinione in hospitio habitationis nostre personaliter compareant coram nobis, super quibusdam articulis fidem tangentibus perhibituri testimonium veritatis. Intimantes eisdem quod, nisi dicta die comparuerint coram nobis, contra eos per excommunicationis sententiam et alias prout ipsius inquisitionis officium postulaverit procedemus, ipsorum testium exhigente contumacia et contemptu. Diem autem citationis et formam et quidquid feceritis in premissis nobis per vestras patentes litteras rescribentes. Reddite litteras sigillatas. Datum Avinioni, die xxx mensis julii, anno Domini M° IIJ[c] XXXVIJ[o].

XXVIII. — Lettre de Raymond Baron, curé de Cornèze, qui a exécuté le mandat de citation des témoins nommés dans la pièce.

Summe discretioni et scientie domino suo domino Guillelmo Lombardi, legum doctori, universali inquisitori heretice pravitatis in Sancta Romana Curia, Raymundus Baroni, rector ecclesie de Cornesano[2] seipsum cum omni reverentia et honore. Reverende pater et domine, vestras litteras sigillatas cera rubea, incipientes in prima linea Guillelmus et finientes deputatus, et in penultima incipientes Rescribentes et finientes Malveriis, noverit vestra discretio et paternitas me recepisse cum ea reverentia qua decet, et cum magna instancia die prima mensis septembris; et perlectis eisdem litteris personaliter cum Guillelmo Stephani et Raymundo Auturoni et domino Paulo Alanarti, presbitero, parrochianis meis, ad domum Johannis Folqueti, parrochiani mei, die predicta hora tercie et ipsum personaliter inveni ipsumque citavi modo et forma in vestris litteris contentis in presentia testium predictorum. In cujus rei

1. Leuc, Aude.
2. Cornèze, Aude.

testimonium sigillum ecclesie mee predicte signum corvi habende et cera rubea ponenda apposui et sigillavi. Datum in loco meo predicto de Cornesano, die mercurii que fuit tercia dies mensis septembris, anno Domini M° IIJ^{c} XXXVIJ°.

XXIX. — Lettre de Pierre Cadel, curé de Saint-Polycarpe, qui a exécuté le mandat de citation des témoins nommés dans la pièce.

Summe discretioni et sciencie domino suo domino Guillelmo Lombardi, legum doctori, universali inquisitori heretice pravitatis in Sancta Romana Curia, Petrus Cadelli, rector ecclesie de Sancto Policarpo, seipsum cum omni reverentia et honore. Reverende Pater et domine, vestras litteras sigillatas cera rubea, incipientes in prima linea Guillelmus et finientes deputatus, et in penultima incipientes Rescribentes et finientes Malveriis, noverit vestra discretio et paternitas me recepisse[1] cum ea reverencia qua decet et cum magna instancia die septima mensis septembris; et perlectis eisdem litteris, personaliter accessi cum Guillelmo Gomberti et R^{ndo} Pauli et Raymondo de Lupiano[2] ad monasterium Sancti Policarpi et ibidem dominum Raymundum de Malveriis, monachum dicti monasterii, et Pontium de Cassere parrochianum meum die predicta hora tercie et ipsos personaliter citavi modo et forma in vestris litteris contentis in presentiam testium predictorum. In cujus rei testimonium sigillum ecclesie mee predicte signum stelle habende et cera rubea ponenda apposui et sigillavi. Datum in loco meo predicto de Sancto Policarpo, die septima mensis septembris, anno Domini M° IIJ^{c} XXXVIJ°.

XXX. — Comparution de deux témoins, qui font leur déposition.

Eadem die superius declarata, fuit productus in testem contra dictum fratrem R^{ndum} dominus Arnaudus de Prato, presbiter diocesis Electensis. Qui juravit ad Sancta Dei Euvangelia pu-

1. Cod. : *reverencie.*
2. Loupian, Hérault.

ram, meram et omnimodam dicere veritatem et deposuit prout infra in ejus depositione continetur.

Eodem modo Johannes de Montanhaco juravit dicere veritatem contra dictum fratrem Rndum et deposuit ut in ejus depositione inferius continetur.

XXXI. — Raymond Amélius produit deux autres témoins que l'Inquisiteur avait cités à sa demande et qui font leur déposition.

Anno, indictione et pontificatu quibus supra, comparens idem frater Rndus Amelii coram me notario hujus cause cui comissa est receptio testium, produxit in testes

dominum P. Oliveti, presbiterum,

Bertrandum Salveti de Calavello[1],

citatos de mandato dicti domini inquisitoris ad instanciam dicti fratris Raymundi cappellanis infrascriptis litteratorie facto, prout per litteras ipsius domini inquisitoris sigillo sigillatas constat, que inferius continentur, prout etiam constat per sigillorum ipsorum cappellanorum appositionem in eis litteris factam.

Qui juraverunt ad Sancta Dei Euvangelia puram et meram dicere veritatem super contentis in articulis deffensoriis suprascriptis et deposuerunt prout infra in eorum depositionibus continetur.

XXXII. — Citation lancée par l'Inquisiteur contre les témoins précédents.

Sequitur tenor litterarum de quibus supra proxime fit mentio, qui talis est :

Guillelmus Lombardi, legum doctor, prepositus Bariolensis[2], canonicus Mirapiscensis, inquisitor heretice pravitatis in Romana Curia per Sedem Apostolicam deputatus, discretis viris et in Christo sibi carissimis cappellanis curatis ecclesiarum parrochialium de Sancto Policarpo, de Calhavello, de Garda[3]

1. Cailhavel, Aude.
2. Barjols, Var.
3. Bellegarde, Aude.

et aliis quibuscumque per diocesim Narbonensem constitutis ad quos presentes littere pervenerint seu locatenentibus eorumdem, salutem in Domino summo catholice fidei fundamento et mandatis nostris ymo verius apostolicis firmiter obedire. Litteras sanctissimi patris et domini nostri domini Benedicti divina providente clementia pape xij nos noveritis recepisse; quas hic non inseruimus gratia brevitatis, set die inferius assignanda faciemus petentibus plenam fidem. Quarum auctoritate vobis et vestrum cuilibet qui super hiis fueritis requisiti precipimus et mandamus in virtute sancte obedientie et sub excommunicationis pena quam in vos et vestrum quemlibet canonica monitione premissa in hiis scriptis ferimus nisi feceritis que mandamus, quatenus ex parte nostra citetis et peremptorie dominum Bertrandum Morerii, presbiterum, Paulum Gumberti, Guillelmum Aruffati, juniorem, fratrem Guillelmum Vesiani, monachum monasterii Sancti Policarpi, dominum Petrum Oliveti, presbiterum, fratrem Petrum de Ponte, ordinis fratrum Minorum Limosi et Bertrandum Salveti de Calhavello, prout in vestrorum cujuslibet degunt parrochiis, ut die decima post citationem vestram Avinioni in hospicio habitationis nostre personaliter compareant coram nobis super quibusdam articulis deffensoriis oblatis in judicio coram nobis per fratrem R[ndum] Amelii, monachum monasterii predicti Sancti Policarpi, perhibituri testimonium veritatis, ad expensas producentis eosdem, cum intimatione quod, nisi dicta die comparuerint coram nobis, ad fulminandum excommunicationis sentencias contra eos, et alias prout officium Inquisitionis postulaverit procedemus, ipsorum exhigente contumacia et contemptu. Diem autem citationis et formam ac quicquid feceritis in premissis nobis per vestras litteras rescribentes. Reddite litteras sigillatas. Datum Avinioni, die xvij mensis septembris, anno Domini M° iij^c xxxvij°.

XXXIII. — Exécution du mandat de citation contenu dans les lettres précédentes.

In dorso vero dictarum litterarum erant quatuor sigilla apposita per cappellanos infrascriptos et hec que sequntur scripta,

Facta fuit citatio die veneris[1] post festum sancti Mathie Euvangeliste in Limoso.

Facta fuit citatio die dominica[2] ante festum Beati Michaelis in Sancto Policarpo.

Facta fuit citatio die martis[3] post festum sancti Luce Euvangeliste per capellanum de Bellagarda. Fuit citatus dominus Petrus Oliveti.

Frater Guillelmus Vesiani, monachus monasterii Sancti Policarpi, contentus in littera, non est noster parrochianus, pro eo quia diu monasterium exivit frangendo carcerem dicti monasterii, cum comisisset sacrilegium furando calices dicti monasterii et ideo apostatando sine habitu recessit sicut pravus. Quare vestra reverenda paternitas me habeat excusatum super citatione facienda

Notum sit vobis, domine inquisitor, quod Bertrandus Salveti de Calavello de mandato vestro fuit citatus die martis[4] post festum sancti Luce.

XXXIV. — Comparution de Raymond Amélius demandant la publicité des dépositions à l'effet d'obtenir communication des noms des témoins.

Post hec, anno, indictione et pontificatu quibus supra, videlicet die ultima mensis octobris, comparens coram dicto domino inquisitore prefatus frater Raymundus Amelii petiit et cum instantia requisivit dicta, depositiones et attestationes testium contra ipsum in causa presenti productorum aperiri et publicari eique concedi copiam nominum testium et depositionum eorumdem, ut possit et sibi liceat dicere contra eorum dicta et personas, si sibi fuerit opportunum. Peciit etiam depositiones testium per ipsum ad sui deffensionem productorum aperiri et publicari, et sibi concedi copiam de depositionibus eorumdem.

Et dictus dominus inquisitor, salvo et retento licet etiam hoc

1. 26 septembre 1337.
2. 28 septembre.
3. 21 octobre.
4. 21 octobre.

sibi de jure competeret, quod non obstante hujusmodi publicatione possit in causa presenti recipere testes quandocumque contra eundem fratrem R^ndum^ super articulis contra eum formatis et supra contentis vel super aliis, salvo etiam et reservato de gratia speciali quod non obs'ante hujusmodi publicatione quod idem frater R^ndus^ possit producere testes ad probandas deffensiones suas supra per eum oblatas, dicta, depositiones et attestationes testium contra ipsum fratrem R^ndum^ et pro ipso in causa presenti productorum, aperuit et publicavit et pro apertis et publicatis haberi voluit et concessit. Concedens copiam nominum testium contra eum productorum et omnium depositionum ac tocius presentis processus, si voluerit, eidem fratri R^ndo^ presenti, volenti et hiis omnibus prestanti assensum liberum et consensum.

XXXV. — Comparution d'un nouveau témoin contre Raymond Amélius.

Anno, indictione et pontificatu quibus supra, videlicet die tercia mensis novembris, fuit receptus in testem per prefatum dominum inquisitorem contra dictum fratrem R^ndum^ Raymundus Marcella in Romana Curia presens. Qui juratus ad Sancta Dei Euvangelia in manibus mei notarii predicti deposuit prout infra in ejus depositione continetur.

XXXVI. — Raymond Amélius demande et obtient la publicité de la déposition du précédent témoin.

Et post predicta, die decima mensis predicti novembris, comparens coram dicto domino inquisitore dictus frater Raymundus petiit dictum testis predicti ultimo producti publicari et sibi concedi copiam, ut deliberare valeat super eo. Et dominus inquisitor dictum testis predicti publicavit et sibi fratri R^ndo^ copiam concessit, tam nominis quam dicti ipsius testis.

XXXVII. — Raymond Amélius présente une nouvelle cédule de défense.

Post hec, anno a nativitate Domini millesimo trescentesimo tricesimo octavo, indictione octava, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Benedicti divina providente clementia pape duodecimi anno quarto, videlicet die tercia mensis marcii, comparuit coram dicto domino inquisitore prefatus frater Raymundus Amelii et ad sui deffensionem obtulit et tradidit quandam papiri cedulam scriptam, cujus tenor inferius continetur.

Et dictus dominus inquisitor dictam cedulam et contenta in ea admisit in quantum de jure esset admittenda et aliter non.

XXXVIII. — Teneur de ladite cédule tendant à infirmer les dépositions des témoins.

Sequitur tenor dicte cedule per prefatum fratrem Raymundum producte, qui talis est :

Contra inquisitionem et contenta in ea dicit frater R^ndus se ab ea debere absolvi et sic petit, quia de delicto alicujus sepius queri non debet. Unde cum de contentis in inquisitione vestra actum fuerit ad petitionem Abbatis sui coram domino Petragoricensi, nunc iterum de eisdem coram vobis agi non potest, maxime ad petitionem dicti Abbatis nec sui; sic fit, licet colore quesito hoc negetur; ad que probandum, scilicet quod de predictis fuerit actum coram domino Petragoricensi et ad petitionem Abbatis et sui actum fuerit et nunc producit quantum in eo est et vult pro producto haberi processum habitum coram ipso domino Cardinali, de quo quantum ad hoc jam copiam habuistis a notario ipsius domini Petragoricensis; per quem etiam apparet quamplurimos testes qui coram vobis deponunt contra ipsum fratrem Raymundum prius coram ipso domino Cardinali examinatos fuisse, etiam super eosdem articulos, et sic merito timeri periculum subornationis; et quia ad procurationem dicti Abbatis et sui ipsa inquisitio formata est, dicit ipse frater R^ndus testibus infrascriptis per vos receptis nullam fidem

exhibendam; et ad reprobandum et repellendum testificata per ipsos dictus frater R^ndus tradit et dicit ex[c]ipiendo et obiciendo proponit ut sequitur, cum protestatione quod per aliqua que dicat seu proponat non intendit aliquid contra se confiteri, sed solum ad eludendum propositorum (*sic*) et delatorum (*sic*) contra ipsum, et ad finem quod de sibi impositis est absolvendus et ad finem quod, eis non obstantibus, pars adversa subcumbere debet et est ex multis causis condempnandus (*sic*) et puniendus.

Primus namque testis dominus Petrus Rogerii presbiter fuit et est nepos dicti Abbatis, filius scilicet consanguinee germane; et in causa inter ipsos Abbatem et fratrem R^ndum· fuit et est procurator ut apparet in processu domini Petragoricensis; ibidem invenitur perjurus; juravit non esse de parentela Abbatis, familiaris nec inimicus ipsius fratris R. Est etiam promotor et sollicitus pro ipso Abbate in ipsa causa et alias inimicus ipsius fratris R^ndi, sicut etiam dicunt duo testes ipsius fratris R. producti coram vobis.

Item, in prima depositione facta per eum se dixit fore diocesis Electensis et in secunda ejus depositione facta coram vobis se dixit fore diocesis Narbonensis, et hic mentitus est tanquam falsarius; et hoc fecit ad finem quod duo : Petrus Rogerii et diverse persone testificate fuerint super eodem facto interrogate contra dictum fratrem R^ndum Amelii, quod est cum veritate attendendum, cum unicus et idem P. Rogerii sit ille deponens in utraque depositionum predictarum.

Item, quod dictus P. est varius et discors ac contrarius sibi ipsi in dictis suis depositionibus duabus, ac voluntarius et suspectus falsitatis, ymo verius reprobatus; nam in prima depositione deponit contraria et varia a secunda, et in secunda deponit contraria et varia a prima. Et multi alii testes idem faciunt, ut ex tenoribus dictarum depositionum legitur earumdem.

Item, interrogatus dictus P. si scit vel audivit quod dictus frater R^ndus diceret vel explicaret aliquem errorem, de illis erroribus videlicet quod tenent bequini, nec si scit quod errores tenebant dicti bequini nec si audivit ipsum fratrem R^ndum loquentem de secta, statu nec de erroribus bequinorum, dixit quod non. In octavo .c. dixit contrarium. Dicit quod

frater R^ndus dixit, bene sunt sex anni elapsi; coram domino Petragoricensi quod tres anni erant, scilicet die veneris ante festum Ramispalmarum in ecclesia Beate Marie de Doms infra unius capelle, quod domini cardinales erant in statu dampnationis cum pompis suis, et quia non sequuntur ut deberent veram et euvangelicam opinionem, quam sanctus ordo bequinorum tenet; et hic perjurus superius dixerat quod non audivit fratrem R. loquentem de secta nec de erroribus bequinorum.

VIII. test. Dicit contrarium super eodem, cum dicit quod frater R^ndus dixit in ecclesia Beate Marie de Doms extra unius capelle juxta pilam aque signate, que est in medio ecclesie, vij anni sunt elapsi, scilicet die mercurii ante vel post Ramispalmarum : « Videtis istos cardinales; ipsi cum pompis suis non sunt in via salvationis, quia ipsi plus declinaverunt et depresserunt sanctum ordinem bequinorum quam aliqua res de mundo. »

XIIIj. test. Interrogatus super eodem articulo non concordat cum aliquo. Dicit quod frater R^ndus dixit talia verba vel similia : « Videtis vos venire istos cardinales; ipsi non ibunt ad viam salvationis pro eo quia faciunt magnam pompam. » Interrogatus de tempore, dixit quod bene sunt octo vel IX anni elapsi, XV dies ante festum pasce. Interrogatus in qua parte ecclesie, dixit quod a parte sinistra in introitu ecclesie. In anno, die, loco et in probatione verborum discordant. Unde non est fides adhibenda. Primus namque testis qui informavit multos, ut patet in depositionibus eorum, nescivit aliquem nominare in prima depositione, in secunda nominavit multos, et tamen non nominavit VIIj nec XIIIj testes, quia nondum erant subornati.

Item, dictus P. Rogerii est homo male vite et infamis pro eo maxime quia fuit condempnatus de furto in decem libr. turon. parvorum per officialem Limosi, pro eo quia furatus fuerat gallinas et lana pecorum in villa de Milanco (*sic*), anno Domini M°CCC^cXXXIII, et hoc fuit anno quod infirmariam Sancti Policarpi, scilicet Hugo de Salesio accepit possessionem de infirmaria in Milcerico (*sic*).

IIII. test. Frater Hugo de Salesio, infirmarius et monachus ejusdem monasterii, est consanguineus, socius et familiaris

ipsius Abbatis et per ipsum Abbatem monachatus [et] beneficiatus in monasterio fuit et est etiam procurator in causa inter ipsos Abbatem et fratrem R., ut apparet in processu domini Petragoricensis, et alias inimicus ipsius fratris R., quia scilicet ipsum detulit in consistorio, ut apparet in dicto processu. *Item,* III. testis dicit quod ipse vidit fratrem Raymundum portantem habitum diversum ab habitu monachorum, videlicet unum flocum, dictus testis probat se perjurus, varius et contrarius sibi ipsi negando veritatem et dicendo veritatem : flocus habitus est monachorum; et ita interpretant testes fratris R., et ipse dicit quod frater R^ndus portabat habitum diversum et extraneum ab habitu monachorum, quod est falsum ut ipsemet dicit, et quod erat similis uni saco, quod numquam fuit visum; flocus habet manicas, secus non. Et ideo non est fides adhibenda sibi.

Frater Bernardus de Septem Casseribus, prepositus ejusdem monasterii, est consanguineus germanus Abbatis, monachatus et beneficiatus per ipsum, et in aliis causis generalis procurator et vicarius ipsius Abbatis, et alias inimicus fratris R., quia ipsum ipse frater R. detulit in consistorio, ut apparet in processu domini Petragoricensis. *Item*, interrogatus si frater R^ndus sequebatur modum aliorum monachorum statutis et ordinationibus monasterii, dixit quod sic, non tamen in cibo nec in potu. In depositione facta coram domino Petragoricensi dixit contrarium in IX c. — *Item,* interrogatus si comedebat in refectorio cum aliis monachis, dixit quod sic. Interrogatus si comedebat de viaticis quos alii monachi comedebant, dixit quod sic. Superius dixerat quod non et ideo perjurus. Super VIIJ c. tertius testis coram vobis dixit quod audivit dici a domino Petro Rogerii quod vita dominorum cardinalium cum suis pompis non erat via salvationis, et quod frater R^ndus predicta dixerat verba coram domino Petragoricensi. Dixit in XIII. c. quod audivit dici a dicto P. quod frater R^ndus dicebat quod omnes cardinales erant in statu dampnationis, eo quia non sequebantur veram opinionem legis divine. Hic est contrarius et varius sibi ipsi et discors in dictis suis depositionibus duabus, ac voluntarius et suspectus falsitatis.

Frater R^{ndus} de Malveriis, monachus ejusdem monasterii, est filius sororis germane Abbatis, monacatus per ipsum. Est etiam concubinarius, sicut hec patent in dicto processu domini Petragoricensis, et alias inimicus et voluntarius fratris R., ut patet in depositione sua, dicens et addens quod non petebatur sibi; et hoc dixit ex magna malevolentia, quia frater R^{ndus} Amelii ipsum fratrem R^{ndum} detulit in consistorio, ut apparet in processu domini Petragoricensis. Iste pluribus modis invenitur perjurus, varius, singularis et falsidicus in depositione sua.

Dominus R^{ndus} Gatitoni presbiter nimiam animositatem et malivolentiam habet contra fratrem R^{ndum} et olim habuit, ut patet ex depositione sua facta coram domino Petragoricensi; et alias est beneficiatus in monasterio et habet omnia bona sua et persona sub juridictione Abbatis; et pro processu istas et alias partes tangente, quia copiam forte de ipso non habuistis, sed solum de articulis et de depositionibus testium coram ipso domino Cardinali habita (*sic*), petit instantissime ut pro ipso processu mitatis ad fidem predictorum habendam, quia vobis dabitur, sibi autem non daretur. *Item,* interrogatus dictus testis si fuit frater R^{ndus} redargutus de aliquo, dixit quod sic per Archiepiscopum et per Abbatem. Iterum interrogatus quasi in fine si aliqua vice fuit redargutus frater R^{ndus} per aliquem quia docebat talem vitam, dixit quod non. Et sic perjurus et contrarius sibi ipsi. *Item,* interrogatus si aliquo tempore vidit, scivit vel dici audivit quod dictus frater R^{ndus} diceret, faceret aut procuraret aliquid contra fidem, dixit quod non. Alias tamen audivit dici a domino P. Rogerii primo teste quod frater R^{ndus} dicebat quod cardinales non erant in via salvationis. Interrogatus quando audivit, dixit quod de anno presenti bene erant octo dies elapsi. Tamen deposuerunt super eodem articulo: Annus erat elapsus, coram domino Petragoricensi. — *Item*, interrogatus si in dicendis bonis suis et in observationibus et statutis servabat modum monachorum dicti monasterii frater R^{ndus}, dixit quod sic. Contrarium dixit in prima depositione in xiij. c. Iste testis invenitur pluribus modis perjurus, varius ac contrarius sibi ipsi et discors in dictis suis

duabus depositionibus ac voluntarius et suspectus falsitatis.

III. test. R^{ndus} de Septem Casseribus est filius Pagani fratris germani dicti Abbatis.

V. test. R^{ndus} Beriaci est nepos, scilicet filius sororis dicti Abbatis; est etiam procurator Abbatis contra fratrem R^{ndum}, ut patet in processu domini Eduensis.

VI. test. Radulphus de Electo non debet etiam fidem facere, quia R$_{ndus}$ de Septem Casseribus supra nominatus, nepos dicti Abbatis, habet in uxorem neptem, scilicet filiam sororis dicti Radulphi testis.

VIIJ. test. Johannes de Pontaysa, familiaris et domesticus est Abbatis et fuit magno tempore, ut ipsemet dicit in depositione sua facta coram vobis. Ortum monasterii tenet et providet Abbati et conventui de caulibus et residuum datur sibi pro salario; nichilominus est cocus totius conventi (*sic*). Fuit etiam procurator Abbatis, de latrocinio condempnatus; et habet omnia bona sua et persona sub juridictione Abbatis.

XI. test. Pontius de Septem Casseribus est filius Pagani, fratris germani dicti Abbatis. Dixit in depositione sua quod erat clericus; tamen spurius est et nunquam fuit sibi dispensatum; et super hoc interrogetur Abbas.

XIII. test. Johannes Folqueti se ostendit falsum, in quantum dicit se vidisse matrem patris fratris R. jam sunt XX anni, et tamen mortua est L anni sunt elapsi; et super hoc interrogetur Abbas et si vidit eam nec quando fuit dictus Johannes magno tempore familiaris dicti Abbatis et per curiam Abbatis fuit de latrocinio condempnatus.

XV. test. Dominus Arnaldus de Prato, presbiter, est inimicus fratris R., pro eo quia frater R^{ndus} fregit sibi brachium dum erat parvulus, ut dictus A. testis dicit, quod est falsum. Et ideo Abbas et sui produxerunt eum in testem, quia sciebant eum inimicum ipsius fratris R.; tenent eum in villa, dant sibi auxilium et adjutorium. Dictus testis A. invenitur perjurus pluribus modis : in depositione sua dixit quod ipse vidit XV vel XVJ anni sunt elapsi fratrem R. portantem quendam habitum diversum totaliter ab habitu monachorum; et certum est quod habitus ille mutatus erat habitus bequinorum. Pos-

tea quasi in fine interrogatus si vidit aliquam vel aliquas personas, religiosas aut seculares, homines vel mulieres, portantes similem habitum tunc temporis, dixit quod non; superius dixerat quod habitus fratris R. mutatus erat habitus bequinorum. *Item*, dicit quod similis erat habitus Minorum et ita perjurus. Interrogatus si scit vel audivit quod esset aliquis ordo sive secta, qui portaret talem habitum, dixit quod nescit. Hic negat quod superius dixerat. *Item,* deponit falsum. Dicit quod ipse vidit fratrem R. loquentem cum Guillelmo Capelli de Limoso xiij vel xiiij anni sunt elapsi, qui dictus Guillelmus mortuus et sepultus est jam sunt xviiij anni elapsi. Interrogatus si tunc temporis erat reprobata secta bequinorum, dixit quod non. Iterum interrogatus in fine si tunc temporis erat reprobata secta bequinorum, dixit quod non. Recolit afirmative, respondit superius quod non.

xvj. [test.] R^ndus^ de Marcela est homo pauper et male vite et dicitur in Limoso et in Sancto Policarpo quod sibi promissa et data fuit certa quantitas pecunie et bladi ut deponeret contra fratrem R^ndum^. Ideo non est fides adhibenda sibi; et super hoc interrogetur dominus Jacobus Sartoris, rector de Vilaygli[1]. Ipse et omnes alii testes uno premeditato sermone locuntur nec probant id ad quod producuntur vel super quo examinati sunt; et maxime consideratis testibus productis per ipsum fratrem R^ndum^ qui plene probant et plenius probant contrarium. Sunt etiam testes productos (*sic*) contra fratrem R^ndum^ varii, discordes, perjurii, falsarii et contrarii sibi ipsi[s], ut patet manifeste in eorum depositionibus.

Protestatur idem frater R^ndus^ et quod premissa possit corrigere, interpretari et declarare et alia de novo dare.

Item, protestatur quod cum in causa principali sunt testes rite recepti et eorum attestationes bis publicate super eisdem articulis, quod de cetero dicti testes vel alii non recipiantur. Interrogetur Abbas et frater Johannes, socius ejus, et monachus ejusdem monasterii, et dominus Jacobus Sartoris de Limoso, rector de Vilaigli Carcassonensis diocesis, super

1. Villegly, Aude.

omnes consanguinitates, familiaritates, officia, beneficia, monacatus, procurationes, vicariatus, condempnationes de latrociniis et de omnibus inimicitiis supradictis. *Item*, interrogetur dictus rector si audivit dici quod aliqua falsa informatio fuerit data locumtenenti officialis Limosi anno preterito, scilicet magistro Bernardi (*sic*) Colombi, contra fratre[m] R^m pro parte Abbatis, et dictus locumtenens noluit recipere, videns maliciam eorum.

XXXIX. — Raymond Amélius présente une cédule contenant les articles dont il demande à faire la preuve. L'Inquisiteur confie l'audition des témoins à Fulcrand Galtier, son notaire.

Consequenter dictus frater Raymundus obtulit et tradidit quandam papiri cedulam scriptam articulos reprobatorios continentem ad quos probandos se admitti petiit, et testes quos super eis producere intendit recipi et examinari, cujus tenor inferius continetur.

Et dictus dominus inquisitor dictos articulos admitens in quantum de jure essent admittendi et aliter non, comisit michi Fulcrando Galterii, notario Inquisitionis, receptionem et examinationem testium per dictum fratrem R^ndum producendorum ad probandos articulos infrascriptos, cum ipse variis negociis occupatus non posset intendere ad premissa.

XL. — Teneur des articles dont Raymond Amélius demande à faire la preuve.

Sequitur tenor dicte cedule sive articulorum supra proxime delatorum, qui talis est :

Primus testis, scilicet dominus Petrus Rogerii, presbiter, fuit et est nepos dicti Abbatis, filius scilicet consanguinee germane, et familiaris ipsius et fuit et magno tempore. *Item*, quod dictus Petrus fuit condempnatus de furto in decem libras vel circa turon. parvorum per officialem Limosi, pro eo quia furatus fuerat gallinas et lana pecorum in villa de Milhenco anno quod infirmarius Sancti Polycarpi accepit possessionem de infirmaria, scilicet Hugo de Salesio; et de dicto latrocinio

stant processus in curia officialis Limosi. Etiam interrogentur omnes cujus diocesis est dictus Petrus testis; et est promotor et sollicita[n]s pro ipso Abbate in causa.

Item, quot anni sunt quod dictus P. incepit stare cum Abbate Fuxi, nec quantum tempus fuit cum ipso aliis temporibus cum quibus moratus fuit, dicunt aliqui quod tempore et anno quo accusatus fuit dictus P. de dicto latrocinio fugit ad Abbatem Fuxi; et illo tunc incepit stare cum dicto Abbate et fuit cum ipso circa duos annos; toto alio tempore vel circa fuit cum Abbate Sancti Polycarpi.

III. test. R^ndus^ de Septem Casseribus est filius Pagani, fratris germani dicti Abbatis.

IIIJ. test. Frater Hugo de Salesio, infirmarius et monachus ejusdem monasterii, est consanguineus, socius, familiaris et tempore sue depositionis ipsius Abbatis, et per ipsum Abbatem monachatus et beneficiatus in monasterio.

V. test. R^ndus^ Vesiati est nepos, scilicet filius sororis dicti Abbatis; est etiam procurator Abbatis contra fratrem R^ndum^.

VJ. test. Rodolfus de Electo non debet etiam fidem facere, quia R^ndus^ de Septem Casseribus supra nominatus, nepos dicti Abbatis, habet in uxorem neptem, scilicet filiam sororis dicti Rodolfi testis.

VIJ. test. Frater Bernardus de Septem Casseribus, prepositus ejusdem monasterii, est consanguineus germanus Abbatis, monachatus et beneficiatus per ipsum et in aliis causis generalis procurator et vicarius ipsius Abbatis.

VIIJ. test. Johannes de Pontaysa est familiaris et domesticus ipsius Abbatis et fuit magno tempore tenens ortum monasterii. Est etiam cocus totius conventi (*sic*); habet omnia bona sua et persona sub juridictione Abbatis. Fuit etiam per curiam Abbatis de latrocinio condempnatus; et de hoc stat processus in dicta curia.

IX. [test.] Dominus R^ndus^ Gatitoni, presbiter, habuit et habet magnam malivolentiam contra fratrem R^ndum^ et super hoc Abbas et plures alii tractaverunt de pace. Etiam est beneficiatus in monasterio; et habet omnia bona sua, fratrem et nepotes et personam suam sub juridictione Abbatis.

xj. [test.] Pontius de Septem Casseribus est spurius et est filius Pagani, fratris Germani dicti Abbatis, et nunquam fuit sibi dispensatum quod haberet tonsuram.

xii. [test.] Frat. Raymundus de Malverio, monachus ejusdem monasterii, est filius sororis germane dicti Abbatis et monacatus per ipsum.

xiji. [test.] Johannes Folqueti se ostendit falsum in quantum dicit se vidisse matrem patris fratris R. jam sunt xx anni. Super hoc interrogetur Abbas si ipse vidit eam nec quando. Fuit etiam dictus testis familiaris ipsius Abbatis et per curiam suam de latrocinio condempnatus.

xv. test. Dominus Arnaldus de Prato presbiter est inimicus ipsius fratris R^{ndi}, familiaris ipsius Abbatis. Dant sibi auxilium et adjutorium et tenent ipsum in villa.

Dominus Jacobus Sartoris, rector de Vilaigli, interrogetur super omnes consanguinitates, officia, beneficia et monacatus. *Item*, interrogetur super xvj teste R^{ndo} de Marcela, si est homo pauper nec male vite, nec si etiam dicitur in Limoso et in Sancto Policarpo quod sibi promissa et data fuit certa quantitas pecunie et bladi ut deponeret contra fratrem R^{ndum}. *Item*, interrogetur si undecimus testis est spurius nec si fuit sibi dispensatum quod haberet tonsuram.

Item, dictus rector interrogetur si audivit dici quod aliqua falsa informatio esset data locumtenenti officialis Limosi, scilicet magistro Bernardi Columbi, contra fratrem R^{ndum} postquam incipit litigare cum Abbate suo. *Item*, interrogetur primus testis cujus diocesis est. *Item*, interrogetur si vidit matrem patris sui R.

Peto interrogari Petrum Rogerii quid ipse nec frater R^{ndus} faciebant in Curia, tempore illo quo dictus frater R^{ndus} debuit dicere illa verba de dominis cardinalibus, nec ad expensas cujus stabat in Curia dictus P., quantum tempus fuit ipse nec frater R^{ndus} in Curia tempore illo.

XLI. — Raymond Amélius produit deux nouveaux témoins qui déposent.

Consequenter die tercia predicti mensis aprilis, dictus frater R^{ndus} produxit in testes dominum Jacobum Sartoris et Arnaudum Baronis, qui juraverunt ad Sancta Dei Euvangelia puram et meram dicere veritatem, et deposuerunt prout infra in eorum depositionibus continetur.

XLII. — Comparution de Raymond Amélius, qui déclare n'avoir plus rien à dire pour sa défense et demande que la sentence soit rendue.

Post hoc, anno quo supra, scilicet die vicesima secunda mensis septembris, constitutus in presentia dicti domini Guillelmi Lombardi, super facto inquisitionis comissarii deputati, dictus frater R^{ndus} Amelii, idem frater R^{ndus} in causa presenti renunciavit et conclusit, et sententiam sive misericordiam cum instancia debita ferri postulavit.

Et dictus dominus Guillelmus comissarius prefatus cum eodem fratre R^{ndo} renuncians et concludens, habitoque pro renunciato et concluso, assignavit ei terminum ad sententiam audiendam in causa presenti diem sabbati proximam in domo habitationis ipsius domini comissarii.

XLIII. — L'Inquisiteur ajourne Raymond Amélius pour la purgation canonique.

Anno, indictione et pontificatu quibus supra, videlicet die vicesima sexta mensis septembris, comparente in judicio coram dicto domino comissario prefato fratre Raymundo, idem dominus comissarius, diligenter inspectis presentis cause meritis et depositionibus testium tam pro eo quam contra eum productorum, indixit eidem fratri R^{ndo} canonicam purgationem quinta (*sic*) manu. Ad quam faciendam sibi diem lune proximam assignavit.

XLIV. — Purgation canonique de Raymond Amélius.

Qua die lune que fuit vicesima octava dicti mensis septembris et hora tercie, comparuit coram dicto domino comissario dictus frater Raymundus. Et cum produceret aliquos monachos eidem domino comissario ignotos, fuit eidem ad id quod supra ad horam vesperorum ejusdem diei terminus prorogatus.

Qua hora vesperorum ejusdem die[i], comparuit in judicio coram dicto domino comissario dictus frater $\mathrm{R}^{\mathrm{ndus}}$ Amelii in domo habitationis ipsius domini comissarii; et lectis eidem fratri $\mathrm{R}^{\mathrm{ndo}}$ singulariter titulis inquisitionis presentis contra eum formate in presentia purgatorum infrascriptorum, idem frater $\mathrm{R}^{\mathrm{ndus}}$, juramento prius prestito ad Sancta Dei Euvangelia corporali de veritate dicenda, se purgavit, et se purgando juravit se dicta crimina in dictis titulis contenta non comisisse, negando totaliter suo juramento contenta in dictis titulis fore vera, exceptis hiis que supra in ejus responsione facta ad ipsos articulos continentur.

Et incontinenti dictus frater $\mathrm{R}^{\mathrm{ndus}}$, cum non haberet purgatores monachos sue professionis, dedit et obtulit purgatores fratres Bernardum de Cazanova, Franciscum Soquerii, $\mathrm{R}^{\mathrm{ndum}}$ Audrandi, Arnaldum de Raineriis et Johannem de Lantario, monachos ordinis Cisterciensis. Qui omnes et singuli juraverunt in manibus dicti domini comissarii ad Sancta Dei Euvangelia a quolibet ipsorum corporaliter sponte tacta, quod dicerent veritatem; et juramento suo dixerunt et deposuerunt ibidem publice singulariter respondendo quod ipsi credebant $\mathrm{R}^{\mathrm{ndum}}$ verum jurasse et verum respondisse.

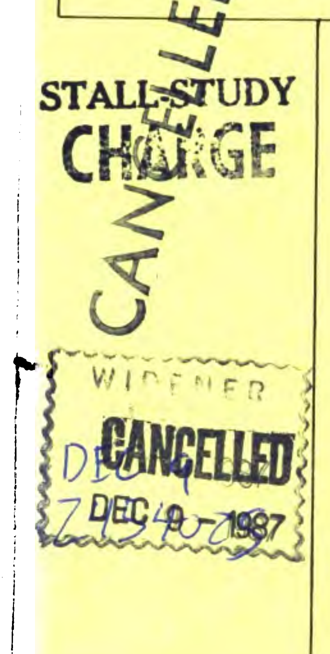
Et dictus dominus comissarius assignavit eidem fratri $\mathrm{R}^{\mathrm{ndo}}$ presenti, audienti, diem ultimam futuri mensis octobris, in qua erit vigilia festi proximi Omnium Sanctorum, ad suam in causa presenti diffinitivam sententiam audiendam.

Toulouse, Imp. Douladoure-Privat, rue St-Rome, 39. — 8709

DU MÊME AUTEUR

Les Albigeois ; leurs origines. 1880. 1 vol in-8°........................ 7 50
De l'enseignement de l'histoire ecclésiastique. 1882... .... 1 50
Le siège de Carcassonne (1-15 août 1209). 1882 (*épuisé*).
Les sources de l'histoire de l'Inquisition dans le midi de la France au treizième et au quatorzième siècle. 1881 (*épuisé*).
L'Eglise et la Croisade contre les Albigeois, 1882 (*épuisé*).
Le Pèlerinage de Notre-Dame-de-Pitié de Mougères (*Hérault*). Son histoire et son culte. 1883...... .... 1 50
Soumission de la vicomté de Carcassonne par Simon de Montfort, 1884 (*épuisé*).
Essai sur l'organisation des études dans l'ordre des frères Prêcheurs au treizième et au quatorzième siècle. 1884.................................... 8 50
Le P. Polycarpe de Marciac. 1884.................................. 1 »
De l'auteur du « Stimulus amoris ». 1885. .... 1 »
Les frères Prêcheurs à Pamiers au treizième et au quatorzième siècle. 1885..... 3 »
Les frères Prêcheurs en Gascogne au treizième et au quatorzième siècle. 1885.... 15 »
La Persécution des chrétiens de Rome en l'année 64. 1885 (*épuisé*).
Practica Inquisitionis heretice pravitatis, auctore Bernardo Guidonis. Document publié pour la première fois. In-4°, 1886.............................. 12 »
Inventaire des biens meubles et immeubles de l'abbaye de Saint-Sernin de Toulouse dressé le 14 septembre 1246. 1886...................................... 3 »
Saint Thomas d'Aquin dans la dévotion chrétienne au quatorzième et au dix-septième siècle. Étude historique.. 1 »
Cartulaire de l'abbaye de Saint-Sernin de Toulouse (844-1200). In-4°, 1887 (couronné par l'Institut).. 40 »
Deux reliquaires de l'église Saint-Sernin de Toulouse. Mémoire accompagné de huit dessins. In-4°, 1888... 2 »
Capucins et Huguenots dans le Languedoc sous Henri IV, Louis XIII et Louis XIV. Première partie : *Capucins et Huguenots sous Henri IV* In-8°, 1888....... 2 »
Documents pontificaux sur l'évêque de Couserans (1425-1619), publiés pour la première fois. In-8, 1888.. 2 »
Un nouveau manuscrit de Bernard Gui et des chroniques des papes d'Avignon. In-4°, 1889... 3 »
Saint Germier, évêque de Toulouse au sixième siècle. Examen critique de la *Vie.* In-8°, 1890.. 3 »
Les manuscrits du château de Merville. Notice, extraits et fac-similés. In-8°, 1890. 7 50
L'arrivée des Bénédictins de Saint-Maur à Saint-Savin de Lavedan en 1625. Récit d'un témoin. In-8°, 1890.. 3 »
Une importante correspondance du seizième siècle. Le baron de F[illegible]aux : Ecosse, Italie, Espagne, Languedoc (1548-1574). In-8°, 1891............... 1 »
État du diocèse de Saint-Papoul en 1573. In-8°, 1891................... 1 »
Les hérétiques du Midi au treizième siècle. Cinq pièces inédites. 1891. .... 1 »
Les hérétiques du comté de Toulouse dans la première moitié du douzième siècle, d'après l'enquête de 1245. In-8°, 1891.................................. 1 »
La coutume de Montoussin (août 1270). Texte roman publié pour la première fois. In-8°, 1891... 2 »
Les Établissements d'instruction publique dans le Midi de la France avant la Révolution, avec la bibliographie de l'histoire de l'enseignement dans le Midi. In-8°, 1891. 2 »
Les Capucins de Béziers et le Président Pierre d'Ausserre. Trois lettres de Pierre d'Ausserre à Henri IV. In-8°, 1894. .... 1 »
Mémoires ou rapports inédits sur l'état du clergé, de la noblesse, de la justice et du peuple dans les diocèses de Narbonne, de Montpellier et de Castres, en 1573. In-8°, 1891. 3 »
La coutume de Merville (1306-1339). Texte latin publié pour la première fois, et traduction. In-8°, 1891.. 3 »
Les frères Prêcheurs de Limoges. Textes latins publiés pour la première fois. In-8°, 1892... 3 »
La Confrérie de l'Assomption à Saint-Etienne de Toulouse (1487-1788). Documents inédits. In-8°, 1892.. 2 »
L'Inquisition en Roussillon. Cinq pièces inédites (1315-1564). In-8°, 1892. 1 »

Le marquis de Pégueirolles, avocat général, président à mortier au Parlement de Toulouse et mainteneur des Jeux Floraux. Notice d'après ses œuvres inédites. In-8°, 1892. 2 »
Travaux pratiques d'une conférence de paléographie à l'Institut catholique de Toulouse. Texte inédit (1026-1563). In-8°, 1892 .... 5 »
Les Confessions de saint Augustin. In-8°, 1893 .... 5 »
Les assignations des livres aux religieux du couvent des frères Prêcheurs de Barcelone (treizième et quinzième siècles). In-8°, 1893 .... 3 »
Le pseudo-baptême et les pseudo-serments des compagnons du Devoir à Toulouse, en 1651. In-8°, 1893 .... 1 »
Un nouvel écrit de Bernard Gui, le synodal de Lodève. In-8°, 1894 .... 5 »
Les guerres de religion en Languedoc d'après les papiers du baron de Fourquevaux (1572-1574). In-8°, 1894 .... 7 50
Le grand C *du répertoire des Archives du Capitoulat au seizième siècle.* Légende et histoire. In-8°, 1894 .... 2 »
Des fortunes commerciales à Toulouse et de la topographie des églises et maisons religieuses de Toulouse, d'après deux testaments (treizième-quinzième siècles). In-8°, 1894 .... 3 »
L'Albigéisme et les frères Prêcheurs à Narbonne au treizième siècle. In-8°, 1894. 5 »
Acta capitulorum provincialium ordinis fratrum Prædicatorum. — Première province de Provence, province Romaine, province d'Espagne (1239-1302). Un vol. in-8°. 20 »
Poème latin rythmique du quatorzième siècle sur le MISSUS EST ANGELUS. In-8°, 1894 .... 3 »
Saint Augustin et le judaïsme. In-8°, 1894 .... 2 »
Mélanges sur Saint-Sernin de Toulouse :
Fascicule I. In-8°, 1894 .... 3 »
Fascicule II. In-8°, 1896 .... 3 »
*Une ancienne version latine de l'*ECCLÉSIASTIQUE. In-4°, 1895 .... 3 »
La Somme des autorités à l'usage des prédicateurs méridionaux du treizième siècle. In-8°, 1896 .... 5 »
Dépêches de M. de Fourquevaux, ambassadeur, t. Ier. In-8°, 1896 .... 7 50
Les dernières années d'Elisabeth de Valois, reine d'Espagne. In-8°, 1896 ..... 3 »
Les Reliques de saint Gilles à Toulouse. Réponse à M. l'abbé Goiffon, vicaire général de Mgr l'Evêque de Nimes. In-8°, Paris, 1895 .... 1 »
Lettres de Charles IX à M. de Fourquevaux, ambassadeur en Espagne (1565-1572). In-8°, Paris, 1897 .... 7 50
Charles VII et le Languedoc, d'après un registre de la Viguerie de Toulouse (1436-1448). Pièces inédites. In-8°, Paris, 1897 .... 7 50
Bernard Gui et le curé de Nébian à propos d'une bulle de Jean XXII. In-8°, Paris, 1898 .... 1 »
Guillaume Garric de Carcassonne, professeur de droit, et le Tribunal de l'Inquisition. In-8°, Paris, 1898 .... 2 »
Testament de Guillaume de Catel. In-8°, Toulouse, 1898 .... 1 »
Les messageries toulousaines pour Paris, Bordeaux, Lyon et Marseille. Règlements de 1588 à 1629. In-8°, Paris, 1897 .... 2 »
Deux chartes du douzième siècle, Camarès et Toulouse. In-8°, Paris, 1898.... 1 »
Palissot et Castilhon, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse. In-8°, Toulouse, 1898 .... 2 »
Echange du château des Bastards contre la ville de Nailloux, fait entre Philippe le Bel et Bernard et Normand de Villèle frères (1291). In-8°, Toulouse, 1899... 1 »
Un registre de la Monnaie de Toulouse. Pièces inédites (1465-1483). In-8°, Toulouse, 1899 .... 1 »
Sculptures biterroises du quatorzième siècle. Essai d'explication. In-8°, Toulouse, 1899 .... 1 »
La formule « Communicato Bonorum Virorum Consilio » *des Sentences inquisitoriales.* In-8°, Paris, 1899 .... 2 »
Saint Raymond de Peñafort et les hérétiques. Directoire à l'usage des inquisiteurs aragonais, 1242. In-8°, Paris, 1899 .... 2 »
Mélanges de littérature et d'histoire religieuses, publiés à l'occasion du jubilé épiscopal de Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier. 3 vol. in-8°, Paris, 1899.. 30 »
Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc au treizième et au quatorzième siècle. 2 vol. in-8°, Paris, 1900 (Société de l'Histoire de France).


STALL-STUDY
CHARGE
CANCELLED
WIDENER
CANCELLED
DEC 9 1987


C 5483.15
La procedure inquisitoriale en Lan
Widener Library 002913329
3 2044 081 795 544